

## Chapitre 1:

### La Chine de 1918 à 1949.

#### Ouvrages utilisés pour le cours sur la Chine:

M.C. Bergère, L. Bianco, J. Domes: *La Chine au XXe siècle*, ed . Fayard.

J. Fairbank, *La grande Révolution chinoise 1800-1989*, ed. Flammarion.

Articles sur la Chine et le Cambodge dans le *Livre noir du communisme* (sous la direction de Stéphane Courtois; Paris, 1997).

Articles de Jean-Luc Domenach dans *L'Histoire*, n°223 (1998) et 235 (1999).

L'Histoire de la Chine est l'une des plus lugubres du XXe siècle, avec celle de la Russie. Elle offre d'ailleurs avec celle-ci de troublantes similarités, la principale différence résidant dans le fait que la période d'anarchie qui s'est étendue entre la chute de l'Empire et la prise de pouvoir par les communistes a duré trente ans au lieu de huit mois. Une autre différence essentielle est que la Chine de 1918 n'était pas un pays en voie de développement accéléré mais un pays pauvre, humilié, à demi colonisé. Mais on retrouve le projet léniniste de modernisation, la reprise du processus révolutionnaire au bout d'une dizaine d'années, le "Thermidor révolutionnaire" qui suivit la mort du grand tyran.

L'Histoire de la Chine peut apparaître comme une Histoire périphérique: par rapport à l'Occident tout-puissant avant 1949, par rapport au monde communiste après 1949. C'est largement une illusion, due au fait qu'au XIXe et au XXe siècle l'ancien Empire du Milieu, affaibli, n'a joué qu'un rôle limité dans les affaires du monde; tout particulièrement si l'on place l'Europe occidentale au centre de celui-ci (la vision américaine des choses est nettement plus balancée). En réalité **la Chine a continué à abriter**, comme depuis l'aube de l'Histoire, **entre le cinquième et le quart de l'humanité**; son récent réveil économique, quoique encore relatif (il est malheureusement hors de votre programme), montre que dès qu'elle sort du cycle des famines et des guerres civiles, elle devient par son seul poids démographique un acteur essentiel des relations internationales. Du fait de ce potentiel humain, la Chine inquiète même quand elle se rétracte sur elle-même: dans les années 1960, on a usé jusqu'à la corde de la fameuse formule de Napoléon Ier: **« quand la Chine s'éveillera, le monde tremblera »**. Ce pays-continent s'est toujours considéré comme le cœur du monde civilisé; il est le berceau d'une culture qui a

toujours rayonné, même en période d'extrême faiblesse, sur le monde asiatique, lequel abrite plus de la moitié de l'humanité. Sous le maoïsme, de nouveau elle a été pour l'Asie un modèle — ou au moins un problème.

L'Histoire de la Chine peut être lue de plusieurs façons, d'ailleurs compatibles entre elles. Il y a **une lecture "cyclique"**, inspirée des conceptions historiques traditionnelles des Chinois: à des périodes d'anarchie, de misère et de domination étrangère succèdent des périodes d'ordre et de prospérité sous l'égide d'un pouvoir fort, bénéficiaire d'un "mandat du Ciel". L'homme qui rétablit l'ordre et la prospérité fonde une dynastie, qui dure jusqu'à ce que ses successeurs se révèlent incapables de dominer la situation et doivent céder la place à d'autres. Cette conception s'applique bien au XXe siècle: émergence, puis apogée de ce que certains en Occident appellent "la dynastie rouge". Mais elle fait l'impasse sur tout ce que le XXe siècle a apporté à la Chine de totalement inédit et d'irréversible (la République, la disparition des lettrés, etc.).

Il existe aussi une **lecture "évolutionniste"** de l'Histoire de la Chine au XXe siècle: lente et difficile, mais irréversible entrée dans le monde développé, adaptation progressive, et incomplète à ce jour, de la modernité, née en Occident, à une civilisation qui ne doit rien à l'Occident et le méprise, mais a subi ses assauts avant d'en importer l'idéologie et le modèle de développement marxiste-léniniste. Cette lecture gagne du terrain à mesure que la spécificité chinoise, si criante encore au moment de la Révolution culturelle, semble se perdre dans l'occidentalisation des mœurs et des structures économiques — la Chine est aujourd'hui un pays bien moins "exotique" qu'à l'époque des costumes Mao et des opéras révolutionnaires, sans parler de celle des tresses et des pieds bandés! Elle est cependant entachée d'eurocentrisme (car elle pose que progresser, c'est se rapprocher de l'Occident): à ce titre, elle est critiquée par tous ceux qui soulignent l'originalité de la voie chinoise vers le développement (notamment l'absence de démocratie politique et de société civile, une conception "confucéenne" du pouvoir — c'est aujourd'hui l'un des thèmes favoris des gouvernements de Chine populaire et de Singapour). La lecture "cyclique" réapparaît chaque fois qu'arrivent de Chine des signes d'affaiblissement du pouvoir et de perte du contrôle du pays par la "dynastie rouge", désormais cinquantenaire.

## **I-La Chine en 1918.**

### **A) L'effondrement politique.**

En 1918, il y avait très longtemps que le système politique chinois était entré en crise. Ce système reposait sur une **monarchie** "impériale", absolue et héréditaire, mais non point de droit divin (l'Empereur était "fils du Ciel", mais l'idée de mandat céleste n'avait rien à voir avec l'idée de droit divin; l'Empereur de Chine n'avait pas pour légitimité de défendre une religion); et sur la classe dirigeante des **mandarins**, des fonctionnaires bureaucrates recrutés par concours (en théorie, les mandarins ne formaient pas une caste; dans la pratique, ils se recrutaient dans des milieux sociaux très étroits, du fait des niveaux très faibles d'alphabétisation — et de la fraude massive aux examens: ceux-ci, depuis longtemps, avaient été vidés de leur sens). Cette monarchie et cette bureaucratie à son service étaient uniques: **la Chine**, au contraire de l'Europe, **s'est toujours conçue comme une unité politique en même temps que civilisationnelle**, puis comme une seule "nation" (à partir du moment où ce mot s'est acclimaté, à la fin du XIXe siècle); cette conception n'a jamais été remise en cause, même au cours des nombreuses périodes de désunion politique, lorsque chaque détenteur d'une partie du pouvoir prétendait représenter toute la Chine<sup>1</sup>.

Depuis toujours, **l'Empire débordait des terres proprement chinoises** (han<sup>2</sup>), organisées en provinces avec à leur tête des gouverneurs (ce qu'on appelait la "Chine des dix-huit provinces" —elle était d'ailleurs en expansion au fur et à mesure que les Han colonisaient des terres nouvelles: Formose ne s'était peuplée de Chinois qu'à partir du XVIIe siècle). Il se concevait non comme un État du peuple han mais comme un pouvoir universel, expression d'une civilisation supérieure (han): il y avait les Chinois d'une part, les barbares d'autre part qui devaient être dominés mais pas forcément sinisés. L'Empereur se considérait comme le suzerain de tous les autres monarques; certains États proches, comme le Tibet, la Mongolie, la Mandchourie, la Corée jusqu'en 1895, reconnaissaient effectivement la suzeraineté du Fils du Ciel, sans pour autant appartenir à "la Chine"; d'autres tentaient de s'en dégager, comme l'Annam ou le Siam; quant aux "barbares" occidentaux, leurs ambassades avaient longtemps été considérées comme des hommages à l'Empereur et les cadeaux de leurs ambassadeurs, comme des tributs.

---

<sup>1</sup> Cette fiction vaut encore aujourd'hui pour la Chine populaire et la Chine nationaliste.

<sup>2</sup> Les Han, ou Chinois proprement dits, représentent une famille de langues étroitement apparentées, mais non mutuellement intelligibles, comme les langues latines. Les linguistes en dénombrent entre quatre et douze; les principales sont le mandarin, parlé par les deux tiers des Chinois, et le cantonais. Mais il n'existe qu'une seule langue écrite: grâce au système d'écriture qui n'est pas phonétique mais idéographique (il y a un signe par morphème ou unité de sens), il est possible de lire un même texte selon les prononciations des différentes langues chinoises. Du moins en gros: il y a quand même de temps en temps, entre autres, des problèmes d'ordre des mots!

Outre la parenté linguistique, les Chinois invoquent volontiers une parenté génétique: ils seraient les descendants d'une même population qui aurait colonisé peu à peu toutes les plaines d'Asie orientale moyenne, une "lignée", une race. Il s'agit bien évidemment d'un mythe: les envahisseurs han ont progressivement assimilé des populations préexistantes. Il faut enfin évoquer la parenté de civilisation, qui est indéniable, malgré les variations régionales inévitables vue la taille de la Chine.

Ce système, établi par le "premier Empereur", Qin Shi Huangdi (221-210 avant J.C.), avait montré une extraordinaire capacité à régulièrement renaître de ses cendres après des périodes d'anarchie et de division politique, et même à "digérer" les envahisseurs étrangers, dont les chefs étaient assimilés à des Empereurs chinois et qui se sinisaient promptement (mais la population n'oubliait jamais leur origine). Parmi ces étrangers qui avaient conquis la Chine et que la Chine avait assimilés, il faut évoquer les Mongols (ils régnèrent sur la Chine de 1280 à 1368), et surtout les **Mandchous**, un peuple toungouse de Sibérie orientale (apparenté aux Mongols, aux Turcs et peut-être aux Japonais et Coréens) qui avait conquis la Chine en 1644: la dynastie au pouvoir en 1900 était mandchoue<sup>1</sup>. Mais de par sa sophistication et son efficacité même, **le système** n'avait pas dû ni su évoluer, il **s'était figé sous le poids de la tradition**, et il se révéla inadapté lorsque pour la première fois de son Histoire, à partir du XVIIIe siècle surtout, la Chine se trouva affrontée aux agressions des représentants d'une civilisation dynamique et convaincue de sa supériorité et non plus aux attaques de nomades des steppes fascinés par la haute culture chinoise. Se révélèrent alors les effets de la sous-administration de l'Empire et du manque de légitimité des dirigeants mandchous, ainsi que de la coupure radicale qui existait entre les gouvernants et les gouvernés, et qu'illustraient les incessantes révoltes paysannes.

Après une longue période d'immobilisme absolu, qui se solda par une perte de contrôle progressive du centre sur les provinces et une militarisation du pouvoir, **le système politique chinoise tenta de se moderniser** dans les années 1860 à 1900: dans les années 1860 on réforma la fiscalité et l'armée, on lança des "études occidentales" (de langues notamment); mais en 1898, une brève tentative de modernisation des institutions, les "Cent-Jours", fut stoppée net par l'impératrice douairière **Cixi** (1835-1908), qui fit interner son neveu l'Empereur. Pourtant en 1901-1908 il y eut une nouvelle série de réformes fortement inspirées par l'exemple japonais<sup>2</sup>, la

---

<sup>1</sup> Seuls les Mongols et les Mandchous de Chine s'étaient sinisés; sur leurs terres d'origine, ils avaient gardé leur culture originelle. Pour éviter une sinisation générale, les Empereurs mandchous avaient transformé la Mandchourie en une espèce de réserve interdite à la colonisation chinoise. En 1911, cette "réserve" était déjà largement envahie, par des Chinois, par des Coréens et par des Russes.

<sup>2</sup> Je place ici une longue **note sur le Japon**, pays qui n'est pas au programme, mais qui a beaucoup servi de modèle en Chine au début du XXe siècle; elle est faite également pour servir éventuellement à la comparaison des processus d'entrée dans la modernité des deux grands pays d'Asie orientale. Cette note est centrée sur l'évolution institutionnelle.

Le Japon s'était complètement fermé au monde depuis 1638, date du massacre des derniers chrétiens (les conversions massives que les Jésuites portugais étaient parvenus à obtenir dans les décennies précédentes étaient apparues comme une menace inacceptable pour l'identité nationale); les seuls contacts se faisaient par l'intermédiaire de commerçants néerlandais confinés à un ghetto dans un îlot de la rade de Nagasaki — cela n'empêchait pas les Japonais de se tenir au courant de l'évolution de la science occidentale. Cette phase de l'Histoire du Japon s'appelle l'ère Tokugawa. Ce furent les coups de canon de l'escadre américaine de l'amiral Perry, en rade de Edo (Tôkyô) en 1853, qui forcèrent le Japon à s'ouvrir à nouveau. Le pays avait pris du retard; il était en proie à une grave crise démographique et agricole, mais une relative paix sociale régnait et l'instruction était aussi répandue que dans les grands pays d'Europe occidentale.

La démonstration de force des Américains provoqua une crise politique. Finalement le gouvernement (dirigé par le Shôgun, une espèce de Premier ministre héréditaire) décida de signer des traités avec la Grande-Bretagne, la Russie, les Pays-Bas. Les ressortissants étrangers obtinrent le bénéfice de l'exterritorialité, comme en Chine... Le pouvoir tenta de moderniser l'armée, mais certains accusaient le Shôgun d'avoir cédé aux pressions

---

étrangères et agitaient la population aux cris de: "expulsez les barbares". Les partisans de l'expulsion des étrangers s'appuyaient sur la seule autorité incontestée, celle de l'Empereur. En 1863, ce fut la guerre civile. En 1868, le clan pro-impérial, victorieux, annonça la restauration du pouvoir impérial; le shôgunat disparut. Assez étrangement, ce fut ce régime qui mena l'ouverture du Japon au monde à marches forcées, avec d'ailleurs l'aide d'une partie du clan vaincu durant la guerre civile! Dès avant 1868 il était clair pour tous qu'"expulser les Barbares" n'était possible qu'en se mettant à leur école: ainsi un consensus national s'était forgé au cours du conflit...

La Restauration impériale fut une révolution, mais menée par le haut. En 1869, l'Empereur s'installa à Edo, qui prit le nom de Tôkyô. Il s'appelait Mutsuhito: il régna de 1867 à 1912; depuis sa mort, selon l'usage japonais, il est connu sous le nom de règne de Meiji, et la période correspondant à son règne porte le nom d'"ère Meiji". L'Empereur demeurait essentiellement un symbole, il régnait sans gouverner; mais c'était désormais un symbole politique, et non plus religieux. Ce fut d'ailleurs à cette époque que les Occidentaux prirent l'habitude de traduire le mot japonais "Tennô" par "Empereur": avant, on traduisait plutôt par "Pape"! C'était évidemment sur le modèle allemand — le Japon imitait beaucoup l'Allemagne.

On rétablit les charges et les honneurs en vigueur dans le plus ancien Japon, mais à titre honorifique. En 1871 on supprima les fiefs des grands féodaux, les daimyô, et on réorganisa le pays en préfectures. On liquida la classe des samouraï, ces chevaliers guerriers qui représentaient à peu près 6% de la population: le service militaire devint obligatoire en 1873; le port du sabre fut interdit en 1876. Une armée moderne et un corps de fonctionnaires formés dans les nouvelles universités prirent peu à peu la place des anciennes élites: dès 1890, leur nombre était suffisant pour les besoins du pays. Le tout pratiquement sans aucune révolte! Au Japon, une fois qu'un consensus s'est dégagé, tout le monde le respecte.

Le pays, qui jouissait d'une grande stabilité politique depuis 1868, se donna tardivement une Constitution (le texte, très bref, fut promulgué en 1889, et entra en vigueur en 1890), après avoir beaucoup étudié et expérimenté (notamment un système à l'américaine). C'était le premier régime constitutionnel d'Asie. Depuis 1885, il existait un cabinet avec un Premier ministre.

La Constitution de Meiji fut présentée comme un don de l'Empereur à son peuple. La personne de l'Empereur était sacrée et inviolable, il était la source de toute autorité, qu'il exerçait conformément à la loi fondamentale. Le Japon avait donc choisi une monarchie forte, non une monarchie parlementaire à l'anglaise; pourtant la Constitution se révéla d'une grande souplesse: on l'interpréta dans un sens très libéral dans les années 1900, très autoritaire dans les années 1930. La notion centrale était celle de "kokutai" (structure nationale), laquelle s'exprimait dans la lignée unique et éternelle des souverains. La forme du gouvernement pouvait changer, mais le principe impérial était intangible: le kokutai était l'infrastructure de l'État, le "seitai" (la forme du gouvernement) en était la structure.

Mais l'Empereur n'était pas tout-puissant: il était l'organe suprême de l'État mais ne se confondait pas avec lui. Il avait toutefois de formidables prérogatives de gouvernement; sur le fond, le principe dynastique était supérieur au principe représentatif. Titulaire du pouvoir législatif, il sanctionnait les lois, les promulguait, ordonnait leur application. Il nommait les présidents des deux Chambres, convoquait la Diète impériale et la clôturait, pouvait dissoudre la Chambre basse, prendre des ordonnances en cas d'urgence, proclamer l'état de siège. Il avait le droit de grâce, il représentait le Japon sur la scène internationale, il était le commandant suprême de l'armée. Évidemment la réalité du pouvoir était ailleurs: dans le Cabinet, dans les deux Chambres élues qui formaient la Diète. Surtout, l'Empereur ne cherchait pas à monopoliser le pouvoir: son rôle était d'entériner et de faire accepter le consensus élaboré au sein du cercle des dirigeants, et aucun Empereur n'est jamais sorti de ce rôle.

Tout un culte impérial fut organisé, les sentiments que les Japonais éprouvaient pour leur monarque furent éhontément politisés au service du projet modernisateur, notamment par le fameux rescrit sur l'éducation de 1890, qui codifiait tout le système éducatif et la "morale civique" du Japon. Dans ces conditions, les élections étaient des formalités; elles sanctionnaient les équilibres politiques du moment au lieu, comme en Europe, de les créer. Dans le même esprit le culte shintô (c'est-à-dire ce qui demeurait du polythéisme pré-bouddhiste) fut proclamé religion officielle du Japon, et réorganisé de manière très hiérarchique; à sa tête, on trouvait évidemment l'Empereur... Mais comme cela choquait les Occidentaux, on eut recours à un artifice, l'institution d'un "shintô d'État" distinct du shintô "religieux". Les Nippons étaient libres d'adhérer à la religion de leur choix, mais tenus d'honorer l'Empereur et ses ancêtres par des rites qui n'étaient pas censés être l'expression d'une foi mais celle de leur devoir de loyauté, de civisme et de patriotisme. Le shintô d'État était placé sous le contrôle du ministère de l'Intérieur, le gouvernement fixait le statut de son clergé, subventionnait les sanctuaires, en établissait dans les colonies et partout où il y avait des Japonais...

Le plus étonnant, c'est qu'avec cela le projet modernisateur ne fut jamais perdu de vue, ni confisqué par une clique. En 1914, le Japon était l'une des grandes puissances mondiales, avec un niveau de vie très correct pour l'époque, de grandes entreprises modernes (par exemple Mitsubishi), une industrie moderne et performante quoique encore rustique (on moquait en Europe la "camelote" japonaise, mais elle se vendait bien dans les pays pauvres d'Asie), des colonies (Formose et la Corée, arrachées à la Chine en 1895) et surtout une armée d'excellent niveau: les Russes en avaient fait la douloureuse expérience en 1904-1905. Bien entendu, l'occidentalisation était très superficielle: en surface, tout ce qui choquait les Européens d'alors avait disparu (l'homosexualité avait été interdite,

"Nouvelle Politique": en 1901 Cixi institua un ministère des Affaires étrangères; les examens mandarinaux furent abolis en 1905, on ébaucha une fonction publique de type occidental, on réorganisa le système éducatif et on promulga un semblant de Constitution. Mais ces efforts échouèrent: après la mort de Cixi en 1908 et l'accession au trône d'un bambin, **Puyi** (1906-1967), toute dynamique de réforme disparut.

C'était en partie parce que les forces ultraconservatrices étaient encore très puissantes dans les milieux dirigeants, à commencer par la Cour impériale (alors qu'au Japon elles avaient été éliminées, ou plus exactement elles avaient été ralliées au projet modernisateur à l'issue d'une guerre civile — voyez la note sur ce pays); en partie parce que la société, déjà en pleine crise, renâcla à des nouveautés qui à court terme risquaient de se traduire pour elle essentiellement par un renforcement des impôts et autres obligations. C'étaient des réformes plaquées sur le corps social, et, ce qui n'arrangeait rien, par une dynastie étrangère. Enfin, à partir de 1880 le rythme des agressions étrangères s'accéléra tellement que la Chine se retrouva en état de crise aiguë permanente; or des réformes de fond réclamaient du temps, du calme et du consensus.

Le nouveau régent, conscient du blocage de la situation politique, décida qu'une Constitution serait promulguée en 1912. Des assemblées préparatoires furent convoquées à partir de 1909; elles contribuèrent à politiser la classe dirigeante, notamment en province, à populariser les idées républicaines et à lâcher la bride aux rancœurs de toute sorte, d'autant plus que la situation économique continuait à se dégrader. Tout le monde appelait au renversement d'un gouvernement incapable et corrompu, et, de plus en plus, du régime. Dans l'année 1911, les rébellions militaires et les complots républicains se multiplièrent<sup>1</sup>. Le **10 octobre 1911**, à

---

les quartiers de plaisir s'étaient faits plus discrets, il était interdit de manger du chien, dans les villes on voyait de plus en plus de costumes européens); en profondeur, les mentalités n'avaient absolument pas changé, et l'hostilité à l'Occident demeurait le trait le mieux partagé dans l'ensemble de la société japonaise. Bref, le Japon a réussi là où la Chine a échoué: prendre à l'Occident ses techniques et ses *formes* culturelles; sauver l'*essence* de sa culture, de son particularisme. Encore aujourd'hui, il n'y a pas de pays plus exotique...

<sup>1</sup> Sur l'ambiance à Pékin en cette année 1911, et sur la fascination pour la Chine des voyageurs « désoccidentés », lisez absolument l'extraordinaire *René Leys* de Victor Segalen, paru en France en 1922: « au milieu, dans le profond du milieu du Palais, un visage: un enfant-homme, et Empereur, maître du sol et Fils du Ciel (que tout le monde et les journalistes s'entêtent à nommer "Kouang-Siu", qui est la marque du temps où il régna — c'est-à-dire, après J.C. de 1875 à 1908). Il vécut vraiment, sous son nom de vivant mais indicible... *Lui*, — et ne pouvant dire le *nom*, je donne au *pronom* européen tout l'accent incliné du geste mandchou (les deux manches levées par les poings réunis jusqu'au front baissé) qui Le désigne... *Lui* demeure la figure et le symbole incarné du plus pathétique et du plus mortel des vivants. — On lui réserve des actes impossibles... et c'est possible qu'il les ait bonnement commis. Je suis sûr qu'il est mort comme personne ne meurt plus: de dix maladies toutes naturelles, mais avant tout de cette onzième, — méconnue, — qu'il fut Empereur, — c'est-à-dire la victime désignée depuis quatre mille ans comme holocauste médiateur entre le Ciel et le Peuple sur la terre...

... et le lieu de son sacrifice, l'enclos où l'on avait muré sa personne, cette ville violette interdite, — dont les remparts m'arrêtaient maintenant, — devenait le seul espace possible à ce drame, à cette histoire, à ce livre qui, sans Lui, n'a plus aucune raison d'être... ».

Suit une délirante histoire de complots, d'espions au « cou de crapaud solitaire », de père belge aux « bigamies posthumes d'épicier », d'amours d'impératrice et d'amitiés troubles (« Il ne vient pas. La nuit est veuve »).

**Wuchang** en Chine centrale, un coup de main d'officiers républicains (??) réussit un peu par hasard (la troupe était occupée ailleurs) et aboutit à un effondrement presque instantané de l'Empire: toutes les provinces du sud et du centre, les unes après les autres, résilièrent leur allégeance à l'Empereur en proclamant leur souveraineté, tandis qu'une Ligue républicaine forma à Nanjing un gouvernement (républicain) interprovincial, qui plaça à sa tête Sun Yat-sen, proclamé président provisoire de la République chinoise le premier janvier 1912. **Puyi abdiqua en février 1912**, en échange de quoi Sun Yat-sen céda son poste à Yuan Shikai, l'ancien chef de la faction "moderniste" des armées de l'Empire (écarté en 1908, il avait été rappelé en catastrophe en octobre 1911 et venait de négocier l'abdication de l'Empereur); Beijing (Pékin) redevint la capitale. On voit qu'il n'y eut pas de révolution mais une espèce d'implosion de l'Empire, sans aucun mouvement social: « un effondrement et non une création » (Fairbanks).

**Sun Yat-Sen** (1866-1925), fils de paysans du Guangdong, avait émigré à Hawaï à l'âge de treize ans, à la suite de son frère. Il y apprit l'anglais, se convertit au christianisme et s'initia à la science occidentale; puis il étudia la médecine à Hong Kong. Il appartenait à un clan lié à des sociétés secrètes antimandchoues, sur lesquels il s'appuya tout en s'efforçant de leur donner des objectifs occidentalisans: en 1905, il les réunit en une Ligue jurée. Il organisa divers soulèvements (en 1895, en 1900 et tout au long de la décennie suivante), vécut en exil au Japon et brièvement en Indochine française (en 1907-1908), voyagea aux États-Unis et en Europe; mais ce révolutionnaire d'humble origine peina à s'imposer comme une figure politique respectable aux mandarins, et aux réformateurs modérés qui rêvaient d'une modernisation menée dans l'ordre et la discipline par les élites traditionnelles, sur le modèle du Japon de Meiji.

Dans les années 1900, Sun formula une doctrine politique qui tenait en trois points: le nationalisme (dirigé autant contre les Mandchous que contre les Occidentaux); la démocratie (qui passait par la République); le bien-être du peuple (Sun Yat-Sen était influencé par les idées socialistes, mais il ne plaçait pas le problème paysan parmi ses priorités: sous l'influence des socialistes anglais, il songeait à la nationalisation du sol, à une réforme agraire, mais l'essentiel pour lui, c'était l'industrialisation du pays sous l'égide de l'État). Il n'avait joué aucun rôle dans la révolte du "Double-Dix", mais c'était à lui que l'assemblée de Nanjing avait fait appel, en grande partie faute d'autre figure reconnue.

La situation, loin de se stabiliser, continua à se dégrader dans les années suivantes. La République fonctionnait mal du fait de l'autoritarisme de Yuan Shikai et du radicalisme de Sun

---

Le René Leys du roman n'est pas sans rapport avec le Simon Leys qui apparaîtra plus bas dans ce cours; je laisse les plus curieux d'entre vous découvrir la nature exacte de ce rapport.

Yat-Sen; cependant des élections eurent lieu en 1912-1913 et donnèrent lieu à un bref épisode "démocratique" (dans les grandes villes tout au moins): les partis et les associations se multiplièrent, la presse fleurit. Ce fut à cette occasion qu'en août 1912 la Ligue jurée de Sun Yat-Sen se transforma en un parti politique, le **Guomindang** (en chinois: le Parti nationaliste). En 1913, une tentative de coup d'État du Guomindang aboutit à sa mise hors la loi, à une violente répression et à la restauration de l'Empire au profit de **Yuan Shikai** en décembre 1915. Ce n'était pas le premier général à se proclamer Empereur dans la longue Histoire de la Chine; mais Yuan Shikai, qui pourtant était parvenu à reprendre le contrôle de tout le pays en 1913-1915, ne parvint pas à s'imposer et à se faire reconnaître, car il manquait de moyens militaires, et ceux qui comptaient en Chine, politiquement ou économiquement, pensaient ce qui avait eu lieu en 1911-1912 était irréversible. Des provinces proclamèrent leur indépendance, des armées se soulevèrent. Sur le point d'abdiquer, Yuan mourut brutalement en juin 1916. Sa mort ouvrait l'ère des "**seigneurs de la guerre**" (1916-1927).

Cette-fois-ci, **il ne restait plus guère de traces d'unité de la Chine**. Certes il demeurait à Beijing un gouvernement (républicain, selon la constitution de 1912 rétablie à la mort de Yuan Shikai), qui envoyait des diplomates à l'étranger et entra même officiellement en guerre aux côtés de l'Entente en 1917; mais plus personne ne lui obéissait: l'anarchie et la corruption régnaient, ce qui déconsidéra durablement les institutions démocratiques dans la population, tenue à l'écart de ces disputes internes au monde des puissants. Les militaires multipliaient les putschs, à Beijing et ailleurs, mais aucun homme fort n'émergea de la mêlée. Chaque camp avait des appuis et des clientèles en province: ils finirent par se regrouper en deux factions, sortes d'alliances très faibles et instables à base régionale (les **cliques** d'Anfu et du Zhili), plus un certain nombre de factions mineures — certaines issues de bandes armées locales, aux ordres parfois d'un ancien gouverneur. Tous ces pouvoirs rivaux n'avaient aucune légitimité, d'autant plus qu'ils n'assuraient pas l'ordre et gouvernaient par la terreur. Leur horizon (mental entre autres) était trop limité pour qu'ils prétendissent réunifier le pays et fonder une nouvelle dynastie; ils ne firent aucune tentative pour installer des institutions stables.

« Le président de l'université de Beijing disait du gouverneur militaire du Shandong qu'il avait "le physique d'un éléphant, le cerveau d'un porc et le tempérament d'un tigre". Ce personnage (Zhang Zongchang) était le prototype du seigneur de la guerre qui devait donner à l'espèce sa mauvaise réputation. De "basse extraction" — son père était coiffeur et trompettiste à temps partiel et sa mère une "sorcière qui se servait de ses talents pour exorciser les mauvais esprits" —, c'était un homme grand et fort qui faisait nettement plus de 1 mètre 80 et ne redoutait rien ni personne au combat. Pendant la guerre russo-japonaise de 1904-1905, il se battit pour les Russes et conserva, quand il arriva au pouvoir dans les années 1920, une garde d'environ 4.000 Russes blancs. Il y avait également des Russes dans son



harem de 40 femmes. Ses détracteurs l'appelaient le "général viande à chiens", à cause d'un jeu de paris qu'il affectionnait, et la population l'avait surnommé "le vieux 63", parce que, disait-on, son membre viril en érection atteignait la hauteur d'une pile de 63 dollars de Yuan Shikai (cette information n'a jamais été vérifiée). Alors qu'il était au pouvoir à Beijing, il avait exécuté des journalistes et des directeurs de journaux; dans le Shandong, il tuait des paysans membres de sociétés secrètes et accrochait leurs têtes aux poteaux télégraphiques. Il personnifiait la violence et la cupidité » (Fairbanks, *op. cit.*, p. 252).

**Le sud du pays fit sécession en 1917** autour de Sun Yat-Sen, qui installa à Guangzhou (Canton) un régime révolutionnaire, rival de celui de Beijing et en conflit armé avec les cliques du nord. Sun continuait à se considérer comme le président de toute la Chine: il n'y eut jamais d'éclatement formel du pays, comparable à celui de l'U.R.S.S. en 1991. Seules les marges vassales, de peuplement non han, en profitèrent pour prendre leur indépendance totale (j'y reviendrai).

## **B) L'Empire humilié.**

Cet effondrement politique s'était accompagné du passage de la Chine du statut d'Empire du Milieu, orgueilleux et dominateur, à celui de **semi-colonie des Occidentaux**. La Chine a toujours fasciné l'Occident, pour sa culture (fascination ambivalente d'ailleurs: il y a une "légende rose" de la Chine, colportée notamment par Marco Polo et par les Jésuites, et une "légende noire", de plus en plus prégnante au XIXe siècle: supplices chinois et pieds bandés, incompétence politique et misère...), pour sa taille et pour ses potentialités (on attend et on craint l'"éveil" de la Chine), mais surtout évidemment, à l'époque coloniale, pour les opportunités qu'elle semblait offrir pour l'évangélisation, pour l'exploitation d'une main-d'œuvre surabondante et presque gratuite, pour le commerce.

On peut fixer le début du processus d'humiliation de la Chine à la **première guerre de l'opium** (1840-1842), par laquelle la Grande-Bretagne força la Chine à s'ouvrir au commerce occidental, notamment celui de l'opium dont l'Inde anglaise était une grande productrice, et s'empara de Hongkong<sup>1</sup>. Pour la première fois le danger venait des mers et non d'Asie centrale.

---

<sup>1</sup> La prise de possession eut lieu en janvier 1841. Au départ la colonie britannique était réduite à l'île de Victoria et à quelques îlots voisins; à la suite de la seconde guerre de l'opium, en 1861, la Grande-Bretagne annexa une mince bande sur la terre ferme (Kowloon). En juillet 1898 elle loua à la Chine, pour quatre vingt dix-neuf ans, les "Nouveaux Territoires", qui permettaient notamment à la colonie de ne plus dépendre de la Chine pour son approvisionnement en eau. Hongkong n'étant pas viable sans ces territoires, en 1984 le gouvernement britannique

Dans les décennies qui suivirent, la Chine dut signer toute une série de "**traités inégaux**". Elle perdit toute une série de territoires périphériques: l'Annam à la suite de la guerre franco-chinoise de 1884-1885 (voyez le cours sur la France, au chapitre 10); la Corée et Formose à la suite de la guerre sino-japonaise de 1895 (une double humiliation: le Japon avait longtemps été dans l'orbite de la Chine, avait payé tribut jusqu'en 1871; de plus, Formose était une région de peuplement chinois majoritaire, même si c'était de date récente; c'était une province avec son gouverneur, non un royaume vassal)<sup>1</sup>. Ce processus se poursuivit à l'effondrement de l'Empire: **dans les années 1910, la Chine perdit le contrôle de la moitié de la Mongolie** (qui passa dans l'orbite soviétique en 1920) **et de la moitié du Tibet** (qui se referma totalement sur lui-même, sous haute surveillance britannique)<sup>2</sup>.

Quant à la **Mandchourie**, son statut n'était pas clair. En 1860, la Russie avait déjà annexé les territoires situés au nord du fleuve Amour et rêvait de mettre la main sur le reste pour raccourcir le trajet du Transsibérien; les Soviétiques tentèrent encore de l'envahir en 1929, tandis que depuis 1920 les Japonais y installaient des colons (coréens pour la plupart — la Corée était partie intégrante du Japon); les Chinois, débarrassés désormais de leurs maîtres mandchous, répliquèrent par une contre-colonisation qui aboutit à une sinisation très rapide de cette région, laquelle appartient aujourd'hui pleinement à la Chine des Han.

En revanche **les projets de dépeçage de la Chine** des dix-huit provinces en "zones d'influences", c'est-à-dire en protectorats, **échouèrent** à cause de l'opposition des États-Unis (hostiles à la colonisation par principe et attachés à la liberté de commerce, la "porte ouverte" — voyez le cours sur ce pays) et surtout à cause de la révolte des Boxers, que j'évoque dans le chapitre 10 du cours sur la France<sup>3</sup>.

Mais en Chine même, **les Occidentaux et les Japonais** (on disait: les "Puissances") **multipliaient les ingérences** économiques, politiques et religieuses: la souveraineté de l'Empire se trouvait sévèrement limitée dans de nombreux domaines. La Chine dut ouvrir ses ports au commerce étranger; les Puissances y avaient des "**concessions**", c'est-à-dire des quartiers où la

---

décida de rétrocéder l'ensemble à la Chine à la date prévue pour la rétrocession des Nouveaux Territoires, en juillet 1997.

<sup>1</sup> La Corée n'a été annexée formellement par le Japon qu'en 1910.

<sup>2</sup> La Chine ne reconnut qu'une "autonomie" à ces deux entités. Le Turkestan chinois (aujourd'hui le Sinkiang), dont la population était bigarrée et n'avait jamais abrité de prestigieux royaumes, était plus facile à contrôler.

<sup>3</sup> Dans le même temps, des Chinois s'installaient outre-mer, notamment en Asie du sud-est et sur le continent américain. Le phénomène, en réalité, avait commencé dès le XVII<sup>e</sup> siècle. Il y a aujourd'hui un tiers de Chinois en Malaisie et Singapour est une ville aux trois quarts chinoises; mais la Chine n'a pas de prétention sur ces régions, du fait de la discontinuité territoriale.

souveraineté de la Chine était suspendue pour des durées allant de vingt à quatre-vingt-dix-neuf ans et où la loi chinoise ne s'appliquait pas: elles étaient administrées en théorie par les communautés marchandes, en fait par les consuls occidentaux, et onze pays entretenaient des troupes sur le territoire chinois: c'était ainsi qu'à Shanghai il y avait des soldats sikhs (originaires de l'Inde britannique). Les Chinois n'avaient carrément pas le droit de résider dans le quartier des missions diplomatiques à Beijing. Les résidents de vingt et une Puissances jouissaient du privilège de l'extraterritorialité, c'est-à-dire qu'ils relevaient de tribunaux présidés par leurs consuls, y compris bien sûr lorsqu'un Chinois était impliqué. Les missionnaires, à qui les massacres perpétrés par les Boxers avaient donné l'auréole des martyrs en Europe et aux États-Unis, jouissaient d'une totale liberté d'action. Les navires de commerce et de guerre des Puissances avaient le droit de remonter les fleuves chinois.

Des secteurs entiers de l'administration impériale étaient aux mains d'Occidentaux, qui travaillaient officiellement pour l'Empereur: notamment les postes, la gabelle et les **douanes**. C'était officiellement pour se rembourser des dettes contractées par la Cour impériale auprès de consortiums européens qu'en 1859 les Occidentaux s'étaient emparés des douanes et de leur produit, d'ailleurs autoritairement limité à 5% de la valeur des marchandises échangées (un taux devenu très bas dans le contexte du protectionnisme général de la fin du XIXe siècle). Les Puissances imposèrent à la Chine de leur accorder la clause de la nation la plus favorisée, c'est-à-dire que toute concession faite à l'une devait s'étendre aux autres. Des compagnies étrangères s'étaient emparées des **mines** les plus rentables et dominaient aussi le secteur des **chemins de fer**. Enfin il faut évoquer les exactions commises par les différentes expéditions militaires occidentales, notamment le sac du Palais d'été de Beijing en 1859<sup>1</sup>.

Ces humiliations continuèrent de plus belle avec l'effondrement de l'Empire. Depuis 1911, les droits de douane étaient carrément levés par des commissaires aux douanes étrangers (auparavant ceux-ci se contentaient d'estimer le montant global à payer). En 1913, Yuan Shikai, pour financer le conflit qui l'opposait à Sun Yat-Sen et au "législatif" en général, fit un énorme emprunt auprès des Puissances, obérant un peu plus l'indépendance économique du pays. Par ailleurs, entre août et novembre 1914 des hostilités entre le Japon et l'Allemagne s'étaient déroulées sur le sol de la Chine, notamment dans la péninsule du Shandong où l'Allemagne disposait d'un territoire en concession. Les troupes allemandes ayant capitulé, en janvier 1915 le Japon présenta à la Chine "**vingt et une demandes**", exigeant notamment de reprendre les intérêts allemands dans le Shandong, et que lui fussent reconnus des "intérêts spéciaux" en Mandchourie (notamment la disposition des voies ferrées) et en Mongolie intérieure. Il s'agissait d'un véritable protectorat sur le quart nord-est du pays. Un mouvement de boycottage des produits japonais ayant échoué, le Président accepta ces conditions en mai (à l'exception de

---

<sup>1</sup> Voyez le cours sur la France, au chapitre 10

celles portant sur les questions militaires et la gestion économique du pays). Par la suite les différents chefs de cliques se révélèrent totalement incapables de résister aux pressions des étrangers; pire, ils sacrifièrent de nouveaux pans de souveraineté en échange d'armes ou de produits occidentaux.

### **C) Misère de la population et retard de l'économie chinoises.**

La Chine devait compter environ quatre cent cinquante millions d'habitants. La **société** demeurait évidemment **rurale** à plus de 80% (les villes se gonflaient de manière imprévisible chaque fois que la terreur ou la famine dans les campagnes provoquait un afflux de réfugiés — mais cela ne touchait jamais tout le pays en même temps). Les trois quarts des Chinois travaillaient dans l'agriculture; ils souffraient du **retard des techniques** agricoles et de l'exiguïté des exploitations: la notion de "paysan moyen" commençait à un ou deux hectares selon les régions<sup>1</sup>. L'agriculture était très intensive (il n'y avait pas de prairies, pas de jachères, pas de gros bétail sauf les buffles indispensables aux travaux des rizières — mais toutes les familles étaient loin d'avoir un buffle), ce qui ne voulait pas dire que les rendements étaient élevés: faute d'engrais chimiques et d'engins mécaniques la productivité était inférieure à celle de l'agriculture américaine, pourtant bien plus extensive. L'agriculture chinoise exigeait beaucoup de travail, une mobilisation de toutes les ressources (on faisait paître les buffles sur les diguettes des rivières, on recyclait systématiquement les excréments humains) et un très fort contrôle collectif — contrôle qui précisément faisait de plus en plus défaut, d'où une crise de société rurale qui était autant une **crise de l'autorité** dans les villages qu'un effet de l'étroitesse croissante des lopins.

En effet les paysans, métayers ou fermiers dans leur immense majorité, étaient écrasés de **rentes** (payées en nature ou en journées de travail le plus souvent — on a calculé que la rente représentait 45% de la récolte!), de **taxes** (5 à 10% du revenu des paysans), d'**intérêts** usuraires (les usuriers ruraux prospéraient sur l'absence totale de système bancaire, ils exigeaient couramment des taux d'intérêts annuels de 30 à 50%; les paysans n'avaient jamais un sou d'avance et un mariage ou un enterrement pouvaient conduire à s'endetter pour la vie; bien entendu les dettes étaient héréditaires); mais les propriétaires fonciers, les mandarins du bas de l'échelle (concrètement, c'était souvent le même groupe social), les usuriers, n'assuraient plus correctement leur rôle d'encadrement, d'arbitrage des conflits et de protection; ils prenaient, mais ne rendaient pas. Ce n'était pas l'effet d'une particulière avidité, c'était parce qu'eux-mêmes

---

<sup>1</sup> C'était un effet pervers de l'avance des techniques agricoles chinoises au Moyen Âge: entre le XIVe et le XVIIIe siècles, une véritable explosion démographique avait eu lieu.

étaient pauvres dans leur écrasante majorité (en particulier les propriétaires non exploitants — même s'il y avait aussi de riches propriétaires absentéistes, qui avaient, outre leur maison au village, une résidence en ville), et parce que les plus pauvres qu'eux, ceux qui étaient prêts à tout accepter pour survivre, étaient trop nombreux, de plus en plus nombreux. Enfin le marasme économique, qui se traduisait en particulier par une baisse continue de la rente foncière, aiguïsait les conflits et encourageait le départ pour les villes des non-paysans qui le pouvaient: ils perdaient le contact avec la campagne, mais continuaient à réclamer leur rente sans se rendre compte, ou sans vouloir savoir, qu'elle devenait insupportable.

Mais la **mobilité sociale** était grande, il n'y avait pas de coupure nette entre ces groupes, rien de comparable au système des castes en Inde; seuls les prolétaires ruraux, les sans-terres qui dépendaient de leur seul salaire, valets de ferme ou journaliers, souvent itinérants, formaient un groupe à part, trop misérable et trop exploité pour espérer s'enrichir et changer de statut — en fait, ce groupe ne se reproduisait pas, car le célibat y était très répandu et la mortalité infantile, effrayante; en revanche il était alimenté par les exclus, les malchanceux, ceux que la spirale de l'endettement avait menés tout droit à la prolétarianisation... Évoquons pour finir la foule des mendiants, vagabonds, orphelins, soldats licenciés, réfugiés, colporteurs, devins, acrobates, conteurs d'histoires, etc.

La **situation sanitaire** était désastreuse, en partie à cause d'une hygiène déficiente, en partie à cause d'un régime alimentaire déséquilibré, l'autoconsommation étant de règle sauf dans les régions spécialisées (dans la soie, le thé, etc.), en crise du fait de l'anarchie croissante. Les **catastrophes naturelles** frappaient régulièrement: sécheresses, invasions d'insectes, inondations — c'étaient largement les conséquences écologiques de la surexploitation des terres, les inondations en particulier étaient favorisées par le déboisement des hautes vallées fluviales, un phénomène qui s'aggravait depuis que la paysannerie chinoise, affamée de terres, s'était lancée à l'assaut de l'ouest montagneux. Dans un pays dépourvu de structures aptes à faire face aux aléas (ainsi le réseau de canaux construits au Moyen Âge pour transporter le riz d'une région à l'autre était au bord de l'effondrement, faute d'entretien), et où tout le monde était à la limite de la survie, leurs effets étaient encore plus sensibles, d'autant plus que les propriétaires et les usuriers n'avaient pas pour habitude de faire souvent des cadeaux aux paysans. La Chine vivait encore largement dans une économie "d'Ancien Régime": la fonction des crises agricoles récurrentes était de réduire par la famine le nombre de bouches à nourrir et de permettre une baisse momentanée de la pression sur les terres.

La principale forme de lutte sociale dans les campagnes chinoises était le **banditisme**, parfois traité comme une pratique saisonnière et légitime: pour certains paysans, les raids sur les marchés à l'époque des récoltes constituaient une activité d'appoint régulière! L'Histoire a retenu le personnage du "Loup Blanc", qui sévit dans le Henan entre 1911 et 1914 à la tête d'une bande structurée comme une armée. Les bandits sortaient du monde paysan, poussés par la famine ou

par les exactions des puissants; mais les paysans souffraient autant du banditisme que les non-paysans. La collusion était parfois évidente entre les bandits et les autorités locales; du reste, pour neutraliser les bandes armées lesdites autorités les intégraient parfois dans leurs armées, ce qui leur faisait rarement perdre leurs anciennes habitudes. Autre forme de lutte sociale, les **sociétés secrètes**, intermédiaires entre la secte religieuse et la milice paramilitaire (le lien entre ces deux dimensions passait par des croyances concernant notamment l'invulnérabilité acquise grâce au respect de certains rites, au port de talismans, etc.). Enfin les **révoltes** étaient courantes, souvent à tonalité antifiscale; elles n'avaient aucune perspective de réussite, il s'agissait essentiellement d'actes de désespoir.

Pour clore ce tableau des campagnes chinoises il faut évoquer l'action énergique des **missionnaires**: ils tentaient d'introduire la médecine occidentale, luttèrent contre l'opium et le bandage des pieds, instruisaient les jeunes filles. Bien entendu ils ne touchaient qu'une toute petite partie de la population; cela dit, le nombre de chrétiens augmentait rapidement. À part ceux-ci, la grande majorité de la population les haïssait: ils représentaient le symbole de l'ingérence étrangère — et ils étaient parfois méprisants.

La Chine est un monde peuplé de paysans, mais c'est une civilisation de la ville: le pouvoir notamment n'a jamais quitté les villes. La **société urbaine** avait connu de rapides mutations avec l'entrée brutale et forcée de la Chine dans le monde moderne. Même dans la terrible décennie 1910-1920, le "secteur moderne" de l'économie crût au rythme de 13% par an! Des chiffres, il est vrai, d'autant plus spectaculaires que le point de départ était très bas. L'**industrie** connaissait un rapide développement, le textile essentiellement; mais cet essor se concentrait dans les ports ouverts (surtout Shanghai, Guangzhou et Tianjin, le port de Beijing, où se concentraient le tiers des investissements étrangers). Il se faisait surtout grâce à des capitaux étrangers; les bénéfiques, évidemment, filaient à l'étranger. Il existait aussi une petite industrie rurale (des filatures notamment) et un artisanat, qui travaillaient parfois comme sous-traitants pour l'industrie moderne; mais ils étaient bien incapables de résister à la concurrence étrangère lorsqu'elle s'intéressait à leurs marchés (ainsi dans le secteur des produits textiles finis). Le **commerce** interrégional et international s'était développé sous la forme de grandes compagnies à capitaux étrangers (comme celle de la mythique famille Jardine, de Hongkong); les *taïpans* (marchands étrangers) étaient relayés en Chine par des *compradores*, leurs correspondants chinois. Ce grand commerce était le vrai moteur de l'économie chinoise moderne, et c'était une caricature de commerce inégal: la Chine importait des produits manufacturés et des biens d'équipement, très chers, et exportait des matières premières, sous-payées.

Bref, **une économie moderne extravertie**, maritime, "mondialisée" avant la lettre, **torquant le dos au vieux monde immuable** (ou, plus exactement, incapable d'évoluer car en crise) **de la Chine intérieure**. Ce système n'était pas d'essence strictement coloniale: des Chinois en profitaient aussi, cette nouvelle bourgeoisie issue de la caste mandarinale mais qui, de par son dynamisme très supérieur, menaçait de prendre le dessus sur celle-ci, surtout depuis l'abolition des examens en 1905.

Même limité, ce développement d'une économie moderne avait eu des conséquences spectaculaires. De **nouvelles villes** étaient apparues (autour des ports ouverts notamment: Shanghai est pour l'essentiel une ville du XIXe siècle), et, dans certaines villes anciennes, comme Guangzhou, des quartiers résidentiels (chinois ou étrangers) ou industriels. L'urbanisme chinois, traditionnellement policé (avec des plans hippodamiques, une ségrégation fonctionnelle des quartiers, et la fonction politique de la ville inscrite dans l'espace avec notamment un système de portes monumentales en direction des quatre points cardinaux) s'en était trouvé bouleversé; et même l'aspect physique des rues (les "compartiments chinois"<sup>1</sup> n'appartiennent pas au monde des villes chinoises traditionnelles; dans les quartiers européens, on trouvait des bâtiments de style européen comme sur le fameux "Bund", l'avenue chic de Shanghai le long du Fleuve Jaune, interdite "aux chiens et aux Chinois"<sup>2</sup>; des villas chics, des golfs, des hippodromes...). Ces villes, une minorité parmi la masse des villes chinoises, étaient plus des enclaves étrangères que des pôles de développement; les Chinois ne les aimaient pas.

En l'absence de toute régulation, le capitalisme le plus sauvage régnait et les **relations sociales** en ville étaient aussi dures qu'à la campagne. Une toute petite minorité d'industriels, mais surtout de *compradores* ou d'entrepreneurs d'import-export, imposait sa loi là où ne régnait pas celle des Puissances. Le pays comptait une toute petite minorité d'ouvriers (un million et demi, moins de 1% de la population du pays, mais 12% de la population de Shanghai, qui comptait environ un million deux cent mille habitants); c'était une main-d'œuvre très instable, encore très liée à la campagne, regroupée par villages d'origines (et sous la coupe de "recruteurs" locaux, intermédiaires obligés pour tout recrutement), prompts à regagner ledit village en cas de difficultés économiques. Mais les villes chinoises, c'était surtout des **"classes dangereuses"** particulièrement développées: il y avait paraît-il cent mille gangsters et voyous à Shanghai, organisés en "triades" qui remplissaient entre autres la fonction de municipalité chinoise, inexistante; la prostitution était florissante. Il existait enfin une petite classe moyenne urbaine, faite de fonctionnaires, de journalistes, d'enseignants ou de propriétaires ruraux

---

<sup>1</sup> C'était l'habitat caractéristique des quartiers populaires industriels début-de-siècle dans l'ensemble du monde chinois, Hong-Kong et Singapour compris: il s'agit de maisons très allongées (d'une rue à l'autre, mais sur à peine trois ou quatre mètres de large), sur deux niveaux, avec la boutique ou l'atelier en bas et les pièces d'habitation en haut. Dans les villes anciennes l'habitat populaire ressemblait plutôt à des corons, plusieurs logements donnaient sur une même cour où l'on trouvait, dans le meilleur des cas, un puits.

<sup>2</sup> Parce que les seconds promenaient les premiers pour le compte de leurs maîtres.

absentéistes, liée à l'ancien mandarinat; ils étaient perpétuellement menacés de prolétarisation et frustrés par l'absence de perspectives d'ascension sociale. C'étaient eux qui fournissaient l'essentiel des militants de la gauche radicale.

Cette description de l'économie moderne vaut aussi pour la vie culturelle, elle aussi concentrée dans quelques villes côtières, où elle connaissait une relative vitalité qui pouvait donner l'illusion d'un développement de tout le pays. La presse était concentrée à Shanghai.

Le malheur séculaire et polymorphe de la Chine avait redoublé avec l'anarchie et la prise du pouvoir par des cliques militaires: **les catastrophes politiques s'ajoutèrent aux catastrophes naturelles**. Ce n'était pas que les opérations armées proprement dites fussent si nombreuses: ce ne fut pas l'équivalent de la première guerre mondiale en Europe, loin de là. Mais les armées réquisitionnaient des *coolies* (porteurs) sans les payer, vivaient sur le pays dès qu'elles quittaient leur zone d'origine, ou, dans le meilleur des cas, taxaient lourdement les régions qu'elles traversaient (dans les pires des cas, les exactions touchaient même leurs propres bases géographiques); les barrières douanières se multiplièrent avec l'apparition de centres de pouvoir rivaux. Les échanges s'effondrèrent; l'insécurité régnait pour les entreprises comme pour les particuliers. Des régions entières se trouvaient coupées du reste de la Chine durant des mois, parfois des années; l'autoconsommation progressait, les cultures industrielles reculaient au profit des cultures vivrières. Plus personne n'investissait, sauf en ville dans les concessions internationales. Les canaux et les digues cessèrent complètement d'être entretenus.

#### **D) Les projets des rénovateurs.**

Face à cette situation dramatique, en 1918 il était clair que **les solutions de repli, de retour au passé avaient échoué**. Cela ne voulait pas dire que le peuple ne continuait pas à se révolter périodiquement selon des logiques anciennes: le rêve d'un retour aux "traditions" et de l'expulsion de tous les étrangers de Chine demeurait très profondément ancré dans la population, comme aux temps des Boxers.

J'évoquerai ici essentiellement l'intelligentsia urbaine, qui commençait à se structurer en **partis** politiques, et les ouvriers, qui commençaient à s'organiser en **syndicats** (très radicaux, très violents). Bien plus nombreuses cependant demeuraient les associations de type traditionnel, **associations régionales, fraternités, guildes professionnelles, associations religieuses, sociétés secrètes** comme la Ligue jurée de Sun Yat-Sen, ou le tout à la fois;



certaines de ces structures avaient des liens étroits avec les Triades et d'autres structures du même type, car militer était une chose, et trouver un "patron" dans la jungle urbaine en était une autre. Ceci amène d'ailleurs à poser la question de la manière dont le discours très radical et moderniste d'un organisme comme le Guomindang, ou plus tard le premier Parti communiste chinois, était reçu à la base; sans doute n'en retenait-elle guère autre chose que le radicalisme, la violence, les accents xénophobes, et s'intéressait-elle essentiellement aux capacités de protection et de mobilisation qu'offraient ces partis. Les différentes **associations créées par les missionnaires** chrétiens jouaient un rôle notable dans ce bouillonnement; les **universités** aussi, notamment par l'intermédiaire des étudiants qui étaient allés étudier à l'étranger (en Europe, aux États-Unis et beaucoup au Japon) à la faveur des premières tentatives de modernisation de la fin du XIXe siècle: la plus prestigieuse était celle de Beijing, Beida.

Pour l'essentiel ceux qui voulaient réformer la Chine, lui rendre sa grandeur, son indépendance et son unité n'envisageaient plus qu'un processus de **modernisation à l'école de l'Occident**: on était à l'apogée des Empires coloniaux, la puissance économique et militaire de l'Europe et des États-Unis semblaient sans limite.

La partie la moins polémique de ce projet consistait à adapter les **technologies** occidentales, à former des **spécialistes**; ce à quoi s'attelaient certaines institutions, notamment des collèges missionnaires. Pour cela, il fallait moderniser l'**enseignement**; ici le modernisme occidental rejoignait les préoccupations du confucianisme traditionnel, qui a toujours accordé une grande valeur à l'éducation. Beaucoup allaient au-delà et tenaient que la **culture** chinoise devait s'occidentaliser; effectivement, toute une série de processus d'occidentalisation étaient en cours. Ce fut dans les années 1900 qu'apparurent pour la première fois en grand nombre des journaux, des textes politiques, un théâtre et un roman inspirés de la littérature européenne et américaine, etc... le tout en langue "vernaculaire" (*baihua*), et non dans la langue savante des lettrés (le *wenyan*, incompréhensible au plus grand nombre<sup>1</sup>), selon un processus comparable à celui par lequel les nations d'Europe, aux XVIIIe et XIXe siècles, s'étaient débarrassés du latin et des langues impériales pour bâtir des langues nationales à partir des parlars effectivement pratiqués. On créait de toutes pièces un vocabulaire technique (souvent en recopiant, et en lisant à la chinoise, les mots techniques japonais inventés à l'ère Meiji<sup>2</sup>). De chauds débats agitaient les milieux intellectuels, par exemple au sujet du port de la natte: la couper était-il un signe de modernité ou d'occidentalisation excessive? Il s'agissait d'effectuer une véritable révolution mentale dans le sens de l'individualisme et de l'humanisme, de lutter contre les traditions

---

<sup>1</sup> La langue vernaculaire servait déjà depuis deux siècles pour les romans (*Au bord de l'eau*, *Jin Ming Pei*, etc.), un genre éminemment populaire et méprisé des lettrés. Le rapport de la langue classique à la langue vernaculaire est à peu près celui du latin aux langues romanes — à ceci près qu'il n'y a qu'une langue chinoise vernaculaire écrite, alors qu'il y a plusieurs langues romanes.

<sup>2</sup> En japonais les racines des mots s'écrivent à l'aide de caractères chinois. Les mots savants japonais créés à l'ère Meiji étaient eux-mêmes souvent des calques de mots allemands.

étouffantes et cruelles, contre la superstition — et tout particulièrement contre le confucianisme, entrave à la liberté de pensée et au progrès social.

Mais, sauf chez une minorité, l'émancipation de l'individu était subordonnée à l'émancipation collective: ce qui comptait, ce n'étaient pas les Chinois, c'était la Chine; le but ultime était bien de restaurer sa grandeur, de mettre fin aux humiliations. Or **les humiliateurs étaient ces mêmes Européens, Japonais et Américains, à l'école desquels on était censé se mettre**, dont on était censé intégrer la tradition philosophique et politique... Ce fut la contradiction de tous les mouvements de libération extra-européens au XXe siècle (tout au moins avant l'essor de l'islamisme); dans l'Empire du Milieu, elle était particulièrement inextricable et aboutissait à des situations de schizophrénie individuelle ou collective (notamment parmi ceux qui avaient fait leurs études à l'étranger et qui s'étaient fortement désinisés: on recrutait parmi eux certains des plus farouches xénophobes!), alors qu'au Japon, pays habitué à recevoir des influences extérieures et dont l'essentiel de la "haute culture" provenait de Corée et de Chine, cela n'avait pas posé de trop gros problèmes. Adopter le mode de pensée et d'organisation sociale de l'ennemi haï et méprisé, mais supérieur en force, pour mieux le battre; désiniser la Chine pour sauver l'essence de la Chine; accepter de n'être plus qu'une nation parmi les autres tout en conservant, au cœur du nationalisme en voie d'émergence<sup>1</sup>, la vieille conscience impériale d'être au centre du monde: voici quelques-unes des contradictions auxquelles se heurtaient les réformateurs de la Chine. Rien d'étonnant dans ces conditions à ce que ce soit une idéologie occidentale, mais contestatrice qui l'ait finalement emporté: le marxisme-léninisme.

Il faut souligner en particulier que dans les projets des réformateurs chinois, **les valeurs occidentales** (ou peut-être: les valeurs universelles d'abord formulées en Occident) **devenaient de simples instruments**. Personne ou presque n'y croyait en profondeur: les plus lucides admiraient leur efficacité, les autres leur rendaient hommage parce que c'était la mode, en quelque sorte le *politically correct* du temps, et parce que cela plaisait aux puissants, aux donateurs, etc. Dans ces conditions elles risquaient d'être maltraitées par ceux même qui s'en réclamaient. Ainsi le libéralisme pénétra les élites chinoises, mais exclusivement en tant qu'outil pour restaurer la grandeur nationale...

La partie proprement politique des projets des réformateurs était la moins claire, notamment parce que les notions de citoyenneté et de souveraineté populaire étaient d'importation récente et donnaient lieu à des interprétations contradictoires. Au pays des mandarins recrutés par examen, **l'idée de suffrage soulevait peu d'enthousiasme, tout comme celle de représentation; l'idée de vie politique**, avec une majorité et une opposition

---

<sup>1</sup> On ne peut parler de "nationalisme" chinois qu'à partir du moment où les Chinois ont accepté que leur pays soit une nation parmi les autres: d'où la nuance d'expression que j'introduis ici.

interne au régime, avait également bien du mal à s'implanter, et les conflits entre Yuan Shikai et Sun Yat-Sen n'avaient rien arrangé de ce point de vue. Avant 1911 certains se donnaient pour programme de copier le Japon de Meiji: une modernisation autoritaire, conduite par l'État sans consultation autre que formelle de la population et, pour l'essentiel, socialement conservatrice (les réformes de l'ère Meiji avaient quand même abouti à la liquidation de la caste des samouraï et des bases sociales des grands féodaux). Mais en 1918 l'État chinois n'existait plus...

En tout cas, **beaucoup s'accordaient pour estimer que le processus de modernisation de la Chine ne pouvait être que violent**: les nationalistes modernistes, qui s'étaient définis en opposition à l'Empire, à la société et aux modes de pensée traditionnels, étaient dans leur grande majorité des révolutionnaires (voyez plus haut le cas de Sun-Yat-Sen). La tradition des révoltes violentes, utopiques et antiétatiques, était ancienne et solide<sup>1</sup>; prenant son relais, l'anarchisme, le nihilisme<sup>2</sup> et le socialisme dans ses formes les plus violentes étaient en train de pénétrer la Chine, en grande partie *via* le Japon, mais aussi par l'intermédiaire de Chinois expatriés en Europe, notamment les travailleurs recrutés pour remplacer les poilus français dans les usines durant la grande guerre (voyez le cours sur la France, au chapitre 9). La chute de l'Empire permit à ces courants de s'exprimer au grand jour: la première revue anarchiste chinoise date de 1912 et le premier parti socialiste, de 1913. Mais contrairement à leurs homologues européens tous ces groupes révolutionnaires, dès le départ, étaient au service d'un projet qui n'était pas universaliste mais national: **tous les révolutionnaires étaient d'abord des nationalistes**. La Révolution ne pouvait s'appuyer que sur la mobilisation des Han et n'avait d'intérêt que dans la mesure où elle aboutirait à délivrer de leurs chaînes les Han, toujours définis comme une "race", une "lignée", une "parenté". Sun Yat-Sen prétendait même appuyer son projet révolutionnaire sur la remobilisation des valeurs chinoises traditionnelles (obéissance, appartenance à un clan) mises au service du projet de restauration de la "nation". Par quoi l'on revient au thème de la fragilité des références aux valeurs occidentales...

Presque tous les révolutionnaires s'accordaient aussi pour détester le capitalisme; leur **anticapitalisme** était fortement teinté d'anti-étatisme, dans la tradition des anarchistes et nihilistes russes. Sun Yat-Sen faisait exception, pour qui la révolution ne pouvait passer que par un État fort, restaurateur de la nation (Sun Yat-Sen, qui n'était en rien marxiste, tenait avant tout à l'unité du corps social chinois). Mais la structure sociale de la Chine, dans son ensemble, ils la jugeaient bonne, du fait de la disparition du féodalisme et de l'aristocratie (la Cour mandchoue) après 1912: ils avaient fortement **tendance à assimiler le capitalisme à l'agression étrangère** et à ses complices dans le pays.

---

<sup>1</sup> Il faudrait évoquer notamment celle des Taiping, dans les années 1850 et 1860: il s'agissait à l'origine d'une secte syncrétique, influencée par le christianisme, mais farouchement xénophobe. La révolte fit plusieurs dizaines de millions de morts.

<sup>2</sup> Sur le nihilisme, voyez le cours sur la Russie, au chapitre 1.

## II-La République de Chine jusqu'à la guerre sino-japonaise (1918-1937).

### A) Du mouvement du 4 mai à l'expédition du nord (1919-1926).

De 1918 à 1926, les "seigneurs de la guerre" continuèrent à se disputer la Chine. L'une des deux grandes cliques élimina l'autre en 1922, mais immédiatement des disputes fratricides déchirèrent le camp des vainqueurs, ce qui entraîna de nouvelles guerres civiles en 1922 et 1924. Elles se soldèrent par **un équilibre précaire**, sans vainqueur ni vaincu; à Pékin, les coups d'État se succédaient (il y eut une dizaine de "Présidents" et vingt-cinq "cabinets" entre 1916 et 1928) et l'influence japonaise était de plus en plus marquée. De sa base de Guangzhou, Sun Yat-Sen participait à la mêlée, s'alliant avec tel ou tel "seigneur de la guerre"; il n'entraîne aucune dimension idéologique dans ces alliances. À ces combats de grande ampleur entre cliques, il fallait ajouter les innombrables conflits locaux. Le Sichuan n'a pas connu un mois sans guerre entre 1912 et 1933... Les batailles entre cliques faisaient de plus en plus de morts avec l'afflux d'armes que des trafiquants vendaient à tous les camps affrontés; cependant les armées étaient particulièrement inefficaces sur le champ de bataille et extrêmement indisciplinées (d'autant qu'elles n'étaient payées que lorsque les circonstances s'y prêtaient, c'est-à-dire en général lorsqu'elles avaient mis la main sur un bon butin). Tous les seigneurs de la guerre finirent par épuiser leur région à force de taxes et d'exactions diverses; aucun ne parvint à susciter le minimum de paix et de consensus social et politique pour disposer d'une base assez solide pour envisager de reconquérir tout le pays. Ce furent finalement les "sudistes" de Guangzhou, marginaux au départ dans la lutte pour le pouvoir "central" à Beijing, mais mieux organisés, qui reprirent le contrôle du pays en 1926-1928.

Il se produisit pourtant dans cette période, à Beijing, un événement très important pour l'Histoire de la Chine, ce que l'on appelle le **"mouvement du 4 mai"**.

Depuis la fin 1914, le Japon occupait les concessions et territoires à bail allemands dans le Shandong; cela inquiétait beaucoup les Chinois. En principe ils étaient eux aussi dans le camp des ennemis de l'Allemagne; mais pour les négociateurs de la paix la Chine ne pesait guère face au Japon, pièce maîtresse du nouvel équilibre international, et les principes wilsoniens ne pesaient guère face aux accords secrets qui avaient été passés durant la guerre entre puissances alliées pour que le Japon héritât des intérêts allemands en Chine, en même temps que d'un

certain nombre de colonies allemandes dans le Pacifique. L'un des gouvernements fantoches de Beijing avait même signé un autre accord secret en ce sens avec le Japon en 1918, en échange d'un prêt... Lorsque, le **4 mai 1919**, la nouvelle parvint à Beijing que la Conférence de la Paix avait entériné toutes les exigences du Japon, 3.000 étudiants de Beida se rassemblèrent pour manifester sur la place de la Porte de la Paix Céleste (Tian'anmen), devant la Cité Interdite; ils blessèrent un diplomate japonais. Les manifestants protestaient contre le dépeçage de la Chine et appelaient les Chinois à la révolte. Le mouvement se prolongea par un boycottage des produits japonais, des grèves, des manifestations dans d'autres villes universitaires. La crise dura plusieurs mois; le gouvernement chinois refusa de signer le traité de Versailles. Mais dans un premier temps le Japon conserva ses conquêtes en Chine (il accepta d'y renoncer en 1922 sous la pression américaine); il accentua ses pressions sur la Mandchourie.

**Le mouvement du 4 mai a été très diversement interprété.** Les communistes chinois en ont réclamé la paternité, ou en tout cas l'ont interprété comme une "annonciation" de leur propre surgissement; il est certain que le P.C.C. est né dans le bouillonnement politique qui a suivi ces événements — deux ans plus tard quand même. Mais le 4 mai fut à l'évidence un mouvement nationaliste bien plus qu'un mouvement social... Ce fut aussi **un mouvement d'intellectuels**; le peuple chinois n'y a pratiquement pas participé. À partir de ce constat, deux interprétations s'affrontent. Pour certains historiens, le mouvement du 4 mai fut le résultat d'un début de processus intellectuel, culturel et universitaire de modernisation et d'occidentalisation des mentalités; la première manifestation, si l'on néglige l'expérience avortée de 1912-1913, et dans un milieu très marqué par des études faites à l'étranger, d'un libéralisme politique à la chinoise, d'un désir de liberté et de démocratie; en cela le 4 mai annoncerait entre autres les événements de mai 1989, date anniversaire, sur cette même place Tian'anmen<sup>1</sup>.

Cette interprétation pose problème également, dans la mesure où les revendications du 4 mai étaient d'ordre nationaliste plus que politique. Elle est quelque peu européo-centrique: toute manifestation de mécontentement, même en régime dictatorial, n'est pas forcément en faveur de la démocratie, même si les slogans criés sont de type démocratique, même si comme en 1989 les manifestants exhibent aux caméras occidentales une "statue de la démocratie"; il peut s'agir de signaux médiatiques destinés à attirer la sympathie ou à se donner une légitimité externe, il arrive qu'un discours obligé, "dans l'air du temps", recouvre des pratiques politiques fort différentes. Pour le 4 mai comme pour les événements de 1989, d'autres analystes de la réalité chinoise ont insisté sur la **dimension "mandarinale" des manifestations**: de jeunes lettrés issus de la partie instruite de l'élite manifestaient pour avoir leur place dans la société, puisqu'elle ne leur offrait pas la position qu'ils estimaient leur revenir selon les traditions de la Chine (dans

---

<sup>1</sup> En mai 1989, de grandes manifestations d'étudiants qui réclamaient la démocratie, dans le contexte de l'ébranlement de l'ensemble du monde communiste, furent réprimées dans le sang. Il y eut aussi quelques grèves dans des usines.

la Chine traditionnelle, « le lettré était un animal politique; les tours d'ivoire étaient bonnes pour les ermites » (Fairbanks)). Dans la Beijing de 1919, dominée par les chefs de cliques, brutes incultes d'origine sociale méprisables, un rôle majeur pour les lettrés passait forcément par la restauration d'une Chine unie et forte et par l'instauration d'un pouvoir décidé à réformer le pays en profondeur; de même qu'en 1989 il passait par un recul de la toute-puissance du Parti communiste. Dans cette analyse la "démocratie" n'était qu'un instrument politique, pas un principe; en revanche, le nationalisme apparaissait comme l'une des motivations essentielles des manifestants.

Ce qui est certain, c'est que **le mouvement du 4 mai**, s'il n'eut pas de grands effets politiques immédiats, **aboutit à un redoublement du bouillonnement intellectuel et politique**. On vit (ré)apparaître une école de pensée que l'on appelle de manière simplificatrice le "néo-confucianisme", qui prônait des emprunts prudents et modérés à l'Occident, et la reconstruction des valeurs "nationales" chinoises opposées à l'individualisme et à l'hédonisme occidentaux. Certains voulaient même faire une religion d'État d'un confucianisme "rationalisé", mis au service de la reconstruction de la nation: l'équivalent du shintô d'État au Japon. D'autres mettaient l'accent sur les valeurs bouddhistes, par opposition au rationalisme étroit de la culture occidentale et à la rigidité du confucianisme. D'autres encore continuaient à s'inscrire dans les traditions libérales ou révolutionnaires importées d'Occident, tournant le dos à la tradition culturelle chinoise (Chen Duxiu, le premier leader du Parti communiste chinois, écrivait: « j'aimerais mieux assister à la ruine de notre identité nationale qu'à l'extinction définitive de notre race en raison de son inaptitude à survivre »).

Ce fut dans les années qui suivirent le 4 mai que **le baihua l'emporta** définitivement sur le *wenyan*. Cette révolution est liée à la figure de **Chen Duxiu** (1879-1942), par ailleurs l'une des figures principales du 4 mai et le premier dirigeant du P.C.C., et à son journal au titre français: *La Jeunesse*. Parmi les écrivains de cette génération, retenir surtout le nom de **Lu Xun** (1881-1936), "le Gorki chinois", écrivain réaliste récupéré à la fin de sa vie et surtout après sa mort par les communistes; dans les années 1920 il publia notamment *Le journal d'un fou*, nouvelle inspirée bien sûr de Gogol, et le roman *La véritable histoire de Ah Q*, récit des tribulations d'un "Chinois moyen" pris dans la tourmente révolutionnaire du temps, et que son arriération et son manque de conscience révolutionnaire empêchent d'y comprendre quoi que ce soit: il finit par en mourir, exécuté à la suite d'une accusation injuste. Lu Xun n'est pas le plus grand écrivain chinois de cette époque, ni même le plus représentatif (il existait aussi tout un courant "romantique"); mais il symbolise bien ce courant engagé, moderniste, occidentaliste et révolutionnaire, qui rêvait de "faire table rase" de la culture chinoise traditionnelle; dans les années 1960, on a beaucoup fait le parallèle entre ce radicalisme et celui de la Révolution culturelle. Le théâtre, la critique littéraire, la peinture à l'occidentale étaient en plein essor aussi.

Des manuels scolaires en *baihua* apparurent à partir de 1920. Des universités à l'occidentale fleurirent dans tout le pays, surtout après 1928, en grande partie grâce à des dons d'organisations philanthropiques et d'organisations missionnaires protestantes américaines, ce qui provoquait des tensions avec les milieux nationalistes-révolutionnaires, de plus en plus puissants y compris dans ces mêmes établissements. Des étudiants et des membres de l'Y.M.C.A. (la *Young Men's Christian Association*) s'attaquèrent à la tâche d'alphabétiser les paysans et les masses urbaines. À côté de l'élaboration d'une littérature moderne et de l'assimilation des savoirs occidentaux, ainsi bien sûr que de la tradition que l'on continuait d'étudier en essayant de la réévaluer, on se lança dans la récollection et l'étude du folklore; ce fut également dans les années 1920 que la géographie, l'archéologie, la paléontologie pénétrèrent le pays (on découvrit notamment les fameux os oraculaires du Honan, témoignages des tout débuts de l'écriture et de la civilisation chinoises). Au total les années 1916-1926, si sinistres sur le plan politique, apparaissent comme celles de la renaissance culturelle de la Chine; mais le fossé avec les masses restait immense.

Parmi les modernisateurs non révolutionnaires, en particulier à Beijing et à Shanghai, au total **l'influence américaine grandissait**, malgré les tensions ci-dessus évoquées. L'Amérique affichait des positions farouchement anticolonialistes; elle fournissait à la Chine une aide financière et humanitaire importante, et puis ses hommes d'affaires, ses missionnaires et leurs collègues, étaient de plus en plus puissants. Elle conserva cette place privilégiée jusqu'en 1949. Mais, comme on va le voir à propos du Guomindang, il y avait un autre modèle, révolutionnaire celui-là: l'U.R.S.S.

Pendant que tous ces événements se déroulaient dans le nord et le centre du pays, **Sun Yat-Sen**, qui avait été un moment chassé de Guangzhou, reprit le pouvoir en 1923 et **réorganisa le Guomindang sur le modèle bolchevik**, sur les conseils d'envoyés de la toute jeune U.R.S.S., des kominterniens, une cinquantaine au total, dont les premiers arrivèrent en Chine fin 1921<sup>1</sup>. Le plus connu est Borodine, un juif de Lettonie, de son vrai nom Mikhaïl Grussenberg, membre fondateur du parti bolchevik en 1903; polyglotte et déjà spécialiste des missions à l'étranger, il arriva en Chine en octobre 1923. Pour Sun et ses amis, le parti à la mode léniniste était une trouvaille géniale: il avait permis à un tout petit groupe d'extrémistes de l'emporter sur tous leurs ennemis (les combats de la guerre civile russe s'étaient déroulés en partie en Mongolie et en Mandchourie: on en avait beaucoup parlé en Chine), de repousser les Occidentaux et le Japon coalisés, de réunifier et de dominer un pays encore plus étendu et divers que la Chine! En revanche l'idéologie de Lénine n'intéressait guère Sun Yat-Sen: encore une

---

<sup>1</sup> Le premier fut un Néerlandais, Maring; puis il y eut entre autres Joffe, qui plus tard se suicida à l'annonce de la déportation de Trotski en Asie centrale, et l'Indien Roy.

fois, les innovations occidentales étaient instrumentalisées dans le cadre d'un projet essentiellement nationaliste.

À cette époque, trois ans après la victoire des bolcheviks dans la guerre civile russe et le congrès de Bakou<sup>1</sup>, **l'U.R.S.S. apparaissait** à une partie des Chinois **comme un modèle à suivre**. Désormais, en-dehors des milieux américanophiles c'était elle qui représentait l'Occident en avance, l'exemple à imiter. De plus la Russie est le pays d'Europe le plus proche de la Chine, les deux pays ont une longue frontière commune par laquelle pouvaient passer des armes et des cadres pour la Révolution chinoise, du moins lorsque l'anarchie qui régnait dans le nord et le centre du pays ne gênait pas trop les échanges. D'autres armes et d'autres coopérants prenaient tout simplement le bateau à Vladivostok, reprise aux Japonais en 1922, pour Guangzhou. Mais les Soviétiques étaient loin de ne traiter qu'avec le gouvernement de Guangzhou: ce fut à l'issue de négociations avec le gouvernement de Beijing que, conscients de l'importance de leur image en Orient, ils renoncèrent solennellement aux privilèges que les tsars avaient acquis en Chine du nord, notamment l'exploitation du chemin de fer transmandchourien (construit, du reste, avec des capitaux français)<sup>2</sup>. Bien entendu, les bolcheviks ne considéraient pas les nationalistes chinois comme d'authentiques révolutionnaires; mais pour l'U.R.S.S., la Révolution ayant provisoirement échoué en Europe, l'heure était à l'alliance avec les bourgeoisies nationales contre l'impérialisme capitaliste (une politique, inspirée notamment par Staline, qui a été reprise sur une bien plus grande échelle à l'époque de la décolonisation). Bref, des deux côtés les arrières-pensées étaient nombreuses...

L'influence russo-soviétique était en fait bien plus faible que l'influence américaine: presque aucun étudiant chinois n'allait étudier en Russie; le P.C.C., seul groupement politique réellement prosoviétique, était minuscule, et en 1927 il fut réduit à néant (du moins le croyait-on); quant au Guomindang, il rompit brutalement avec l'U.R.S.S. à cette même date et se rapprocha spectaculairement des Américains dans la décennie de Nanjing (1927-1937).

Lorsque Sun Yat-Sen mourut prématurément d'un cancer en mars 1925, la dictature partisane qu'il avait établi à Guangzhou était solide et disposait de forces armées organisées et disciplinées (par des officiers de l'Armée Rouge), commandées par Jiang Jieshi. Celui-ci, une fois devenu chef du gouvernement de Guangzhou en mars 1926 (après d'obscures luttes successorales sur lesquelles il ne vaut pas la peine de s'étendre), décida d'entreprendre la réunification de la Chine. Le moment était venu: les Chinois ne supportaient plus ni les

---

<sup>1</sup> Voyez le cours sur l'U.R.S.S., aux chapitres 2 et 5.

<sup>2</sup> L'U.R.S.S. reconnut aussi, à plusieurs reprises et de la manière la plus solennelle, que la Mongolie extérieure faisait partie de la Chine; ce qui ne l'empêcha pas d'y maintenir des troupes et un régime à sa botte, dirigé par un officier de l'Armée rouge, Sükhe Bator. La Mongolie proclama formellement son indépendance en 1924.



seigneurs de la guerre, ni les empiètements des étrangers; les incidents se multipliaient. En mai-juin 1925, à Shanghai et à Guangzhou, des grèves dans les filatures et des manifestations contre les concessions se soldèrent par des bilans sanglants: les troupes britanniques et françaises tirèrent sur la foule (on appelle parfois cet épisode "**le mouvement du 30 mai**"); un moment toute la Chine fut gagnée par l'agitation. Il y eut une grève générale de 17 mois à Guangzhou et à Hongkong! D'autres événements du même genre eurent lieu à Beijing l'année suivante. L'humiliation et la frustration nationales étaient à leur comble.

**Jiang Jieshi** (1887-1975) était un pur militaire, un homme très différent de son ami et beau-frère Sun Yat-Sen. Issu d'une famille de marchands de sel du Zhejiang (la province située juste au sud de Shanghai), il avait étudié à l'Académie militaire de Tôkyô, puis dans les Académies chinoises. À son retour en Chine il avait adhéré à la Ligue jurée; il avait tenté de soulever la Chine contre les Mandchous mais, comme Sun, il avait été pris de court par les événements du Double-Dix. Fidèle de Sun dans les années troublées qui suivirent, il fit un séjour à Moscou en 1923, ce qui lui permit notamment de rencontrer Trotski. En revanche il n'avait jamais étudié dans aucune université: il n'avait pas reçu d'éducation politique libérale; mais il avait toute une clientèle issue de sa province natale, ce qu'on appela plus tard "la clique de Whampoa", du nom cantonais de l'Académie militaire de Guangzhou<sup>1</sup>; et aussi des liens avec une puissante société secrète, la Bande verte.

Ce fut la fameuse "**expédition du nord**" (la Beifa) qui permit à Jiang Jieshi de rétablir l'unité de la Chine, et d'affermir définitivement son pouvoir sur le Guomindang. Elle dura de juillet 1926 à juin 1928 (date de la prise de Beijing) et rencontra peu de résistances: l'armée de Jiang Jieshi était disciplinée, bien entraînée, bien nourrie et bien payée; la population l'accueillit en libératrice (et en profita pour régler ses comptes: des troubles agraires éclatèrent un peu partout et compliquèrent la tâche de Jiang Jieshi). Les seigneurs de la guerre étaient divisés, beaucoup préférèrent se rallier — ce qui était dangereux pour l'avenir: les facteurs d'anarchie n'avaient pas disparu. Au passage, en avril 1927, Jiang Jieshi rompit brutalement l'alliance avec le Parti communiste que Borodine lui avait imposé: les communistes, qui avaient adhéré collectivement au Guomindang, étaient un peu trop infiltrés dans les instances dirigeantes. Il fit liquider les communistes de Shanghai par la pègre locale (la Bande verte prit part au massacre); il y eut des milliers de morts, mais le problème communiste semblait définitivement résolu. Un gouvernement concurrent suscité par Borodine à Wuhan finit par se rallier à Jiang Jieshi, et Borodine quitta la Chine.

En avril 1927, Jiang Jieshi avait installé son gouvernement à **Nanjing**, près de Shanghai, symbole d'une Chine ouverte... et symbole républicain et national par opposition à

---

<sup>1</sup> En mandarin et en pinyin: "Huangpu".

Beijing, ville des Empereurs mandchous et des gouvernements fantoches des années 1916-1928. Par ailleurs, Beijing était trop proche de la Mandchourie où la pression japonaise était de plus en plus forte.

### **B) La décennie de Nanjing: l'échec de Jiang Jieshi et du Guomindang.**

Ce n'était pas la Révolution qui avait triomphé: c'était un homme fort, **un "nouveau Yuan Shikai"**. Le Guomindang, parti organisé pour la Révolution, avait été un instrument utile pour la prise du pouvoir; mais Jiang Jieshi n'avait pas pour projet de changer la société chinoise.

Les **faiblesses du nouveau régime** se révélèrent très vite. Il tenta de s'institutionnaliser: une constitution provisoire entra en vigueur en 1931, mais très vite la situation politique dégénéra et en janvier 1932 Jiang reprit le pouvoir réel, sous le couvert de la présidence de la Commission militaire. L'idéologie du régime était de plus en plus marquée par le confucianisme, réduit à l'idée d'harmonie sociale et à celle d'autorité. C'était une dictature de parti unique *de facto*; mais le Guomindang, espoir des révolutionnaires des années 1920, n'avait plus aucune base populaire depuis qu'il s'était militarisé et débarrassé des communistes: dans les années 1930 il recrutait la majeure partie de ses effectifs parmi les forces armées (héritières en bonne partie des armées des seigneurs de la guerre ralliés) et le reste dans les maigres élites urbaines, en ruines. Ses "organisations de masse" n'étaient que des relais bureaucratiques du pouvoir. Jiang Jieshi, conscient de ce que son parti était devenu, tenta même un moment d'en organiser un nouveau, de type fasciste, les Chemises Bleues (en 1932). **Le régime n'avait pas de base sociale**, pas plus d'ailleurs de base "bourgeoise" ou "féodale" que de base populaire: les propriétaires ruraux, notamment, souffraient du rétablissement brutal d'une fiscalité assez lourde, et la bourgeoisie des villes, de l'autoritarisme et de l'imprévisibilité du pouvoir qui exigeait des "donations" et pratiquait l'enlèvement et l'assassinat. Le Guomindang assurait avant tout non les intérêts d'un groupe social, mais sa propre perpétuation au pouvoir, par la brutalité et la corruption. Rien de très nouveau pour les Chinois...

La **situation économique** était certes moins désastreuse que dans les années 1920; le nouveau régime avait réuni le système monétaire, aboli les barrières douanières internes. Mais les problèmes de fond n'avaient pas été résolus, et la crise économique mondiale n'arrangeait rien. Il y eut quelques tentatives de planification étatique du développement industriel, avec l'aide de capitaux étrangers; les succès furent médiocres à l'échelle de la Chine, même si les chemins de fer et les routes progressèrent. La situation sociale dans les campagnes avait plutôt tendance à s'aggraver, le manque d'emploi en ville et l'explosion démographique aidant (il y avait 500 millions de Chinois en 1937). Il y eut bien en 1930 une tentative pour réduire autoritairement les

fermages à 37,5% de la récolte au maximum, mais ce fut un échec: personne ne l'appliqua. Les taux restèrent insupportables et l'instabilité de la tenure augmenta; la rente était de plus en plus souvent exigée en argent. L'éducation progressait, mais l'immense majorité des Chinois continuait à n'y pas avoir accès. En ville, les triades étaient florissantes. En revanche la décennie de Nanjing fut encore assez brillante du point de vue culturel, avec notamment les premières œuvres de Ba Jin, *Famille*, *Printemps* et *Automne*.

Enfin **Jiang Jieshi ne parvint pas réellement à refaire l'unité du pays**. Le gouvernement de Nanjing ne tenait fermement que les provinces du bas Yangzjiang; c'était certes la région la plus importante du point de vue économique, mais cela ne suffisait pas. On offrit aux seigneurs de la guerre des titres officiels décoratifs en échange d'un minimum de contrôle, et surtout de l'engagement de cesser les guerres civiles. Mais ils refusèrent de démobiliser leurs armées, et les affrontements reprirent à partir de 1929. Jiang réduisait les rébellions l'une après l'autre, mais il ne parvint jamais à les faire cesser: il fut même brièvement fait prisonnier par des rebelles en décembre 1936 à **Xi'an**; il dut négocier sa libération et "perdit la face". Les communistes, installés dans les régions rurales de l'intérieur, représentaient en apparence un danger moins pressant; la campagne entreprise contre eux en 1934 aboutit à leur disparition du sud du pays, mais ils réapparurent un an plus tard dans le nord. Leur présence, même limitée à des régions pauvres et marginales, montrait à la face du monde que Jiang ne contrôlait plus son pays: dans l'affaire de Xi'an il eut besoin de leur intercession.

Surtout, le régime du Guomindang ne parvint pas à faire cesser les **agressions étrangères**. Pourtant, au moment de l'expédition du nord, Jiang était parvenu à arracher des avantages notables aux Européens: la Grande-Bretagne et la France avaient rétrocédé certaines concessions, la Chine avait récupéré son autonomie douanière. En 1932 les privilèges d'extraterritorialité furent abolis, mais des tribunaux spéciaux pour étrangers furent institués; des avocats étrangers pouvaient y plaider (ces mesures ne furent pas pleinement appliquées avant la guerre). Mais les principales concessions demeuraient, notamment celles de Shanghai et de Guangzhou. Surtout, **la menace principale ne venait plus d'Europe, mais du Japon**. Ce pays, nous l'avons vu, s'intéressait particulièrement à la Mandchourie, essentiellement pour ses ressources naturelles (l'archipel nippon en est dépourvu), secondairement comme colonie de peuplement, et enfin pour contrer l'influence russe (l'U.R.S.S., sous le prétexte d'incidents de frontière avec les cliques locales, tenta d'envahir le nord de cette région en 1929). Dans le Shandong également, de 1919 à 1928, date de leur départ définitif, les Japonais intervinrent régulièrement dans les troubles politiques locaux. La situation était de plus en plus tendue, les mouvements de boycottage et les manifestations antijaponaises se multipliaient.

Finalement le Japon saisit le prétexte d'un attentat à la bombe sur le chemin de fer transmandchourien (l'"**incident de Moukden**"<sup>1</sup>, en septembre 1931), qu'ils firent passer pour une attaque des troupes chinoises, pour s'emparer militairement de la Mandchourie en cinq mois. Le gouvernement de Nanjing ne put rien faire (les Japonais débarquèrent même brièvement à Shanghai, début 1932) et la S.D.N. se révéla incapable de réagir autrement que par de fortes paroles. En mars 1932, les Japonais proclamèrent l'"indépendance" de la région sous le nom chinois de **Manzhouguo**; à la tête de cet État fantoche ils placèrent Puyi, le dernier représentant de la dynastie mandchoue, qui fut couronné empereur en 1934. En 1933, ils élargirent le Manzhouguo en y annexant le Jehol, un peu plus à l'ouest, et ils obtinrent la démilitarisation de la région de Beijing. L'agression avait payé: on en prit bonne note à Tôkyô. L'armée japonaise multipliait les incursions, soutenait toutes les forces de dissolution politique dans le nord de la Chine. En juillet 1937, de nouveaux incidents armés éclataient près de Beijing...

### **III-Les débuts du communisme en Chine (1921-1937).**

#### **A) Les années du communisme urbain et kominternien (1921-1927).**

Ce fut en juillet 1921 que se réunit à Shanghai le premier congrès du Parti communiste chinois. Il y avait 13 délégués pour... 57 membres, dont **Mao Zedong** qui fit office de secrétaire. Mao (1893-1976) était un représentant typique de ces tout premiers militants: né dans le Hunan, une province du centre-sud de la Chine intérieure, il était issu d'une famille de paysans aisés (la propagande du régime maoïste a voulu en faire un fils de paysans pauvres). Dès l'âge de dix ans, il quitta sa famille et son village pour la capitale provinciale, Changsha, où il suivit une scolarité chaotique et difficile, en partie dans des établissements britanniques, et lut énormément, un peu n'importe quoi; de cette formation intellectuelle à la fois très large, chaotique et approximative, il lui resta toute sa vie à la fois la rage d'être reconnu comme un grand homme de culture, philosophe, poète et calligraphe, une grande méfiance d'autodidacte envers les savoirs établis et une haine jalouse de l'*establishment* intellectuel et artistique.

Étudiant à l'école normale d'instituteurs locale, il se révéla un activiste nationaliste, grand organisateur de "cours du soir", quelque peu influencé par Kropotkine, mais en gros partisan de la réforme et du libéralisme politique. Après avoir brièvement enseigné, en 1919 il devint

---

<sup>1</sup> Moukden s'appelle aujourd'hui Shenyang. Sur l'incident de Moukden, voyez *Le lotus bleu*.

bibliothécaire à Beijing, puis à Shanghai, sans jamais perdre le contact avec le Hunan où il continuait d'animer divers cercles, revues et librairies; dans les grandes villes il continua à lire beaucoup et surtout rencontra Chen Duxiu, marxiste convaincu et animateur du mouvement de renouveau culturel de la langue chinoise. Il lut Marx, et le mouvement du 4 mai acheva de le radicaliser. Cependant il n'était qu'un militant comme les autres: ce fut Chen Duxiu que le premier congrès élu à la tête du Parti (il fallut attendre 1925 pour qu'apparût un bureau politique).

L'idée communiste était toute nouvelle en Chine. Il y avait bien deux ans que Chan Duxiu se proclamait communiste, et qu'il qualifiait son journal *La Jeunesse* d'organe "communiste". Il y avait aussi un certain nombre de marxistes à Beida, plus ou moins léninistes, et depuis 1917 une grande fascination pour les événements de Russie. Les premiers communistes étaient dans leur grande majorité des intellectuels, plus des étudiants que des professeurs. La Chine n'avait aucune tradition social-démocrate préexistante, aucun parti de masse modéré, réformiste — aucun parti du tout, à vrai dire. La minorité révolutionnaire naquit en l'absence de tout lien, même lointain, avec ce que nous appellerions en France un combat "socialiste" au sens de Louis Blanc, de Jaurès et de Blum.

Dès le début le P.C.C. était conçu exclusivement comme un instrument "léniniste" de conquête du pouvoir, une minorité agissante qui n'avait pas besoin d'une grande masse de militants et dont le problème essentiel n'était pas la recherche de la popularité par la voie des urnes (quelles urnes?). **En Chine, le léninisme a préexisté au marxisme...** D'où la facilité avec laquelle le P.C.C. assumait régulièrement des "virages stratégiques" à 180°, notamment en 1927, en 1937, en 1945, en 1957-59, en 1965-66, en 1976... soit en gros tous les dix ans. De plus, dès le début sa problématique était beaucoup plus "le salut national" que la lutte des classes: celle-ci n'était à la limite qu'un instrument, ce qui explique la facilité avec laquelle il a troqué une "classe messianique" pour une autre entre 1927 et 1935. Quant à l'U.R.S.S., son aide était bienvenue dans la mesure où elle contribuait à sauver la Chine: on était loin de la Révolution prolétarienne mondiale! On peut soutenir que depuis la démaoïsation du début des années 1980, le nationalisme est tout ce qui reste de l'idéologie du communisme chinois; et ce n'est pas un hasard, le grand succès du régime de Mao ayant été de rétablir, puis de maintenir l'unité nationale.

Le premier P.C.C. se considérait comme **le parti des prolétaires urbains**, selon la vulgate léniniste orthodoxe: dès sa fondation, il essaya d'organiser des grèves (ainsi dans les chemins de fer en 1923), d'infiltrer les syndicats ou d'en constituer de nouveaux. Mais c'était une base sociale bien maigre: les seigneurs de la guerre n'eurent aucun mal à réduire la grève des

cheminots. Il n'y eut aucune tentative d'action dans les campagnes. À l'époque la position de Mao n'avait rien d'hétérodoxe: pour lui, la révolution ouvrière dans les villes était le seul objectif souhaitable et même imaginable: ce sont les ouvriers qui font les révolutions, les paysans ne font que des révoltes. Le fait que Mao était d'origine rurale ne jouait absolument pas.

Ces orientations furent confirmées par les envoyés du Komintern. Ils imposèrent également aux communistes chinois **une alliance avec le Guomindang**: la Chine n'était pas mûre pour la Révolution, il fallait pour l'instant appuyer la bourgeoisie nationaliste dans sa lutte contre le féodalisme et l'impérialisme. C'était une stratégie très différente de celle qui avait cours en Europe. Les communistes chinois acceptèrent de bon gré: ils avaient désespérément besoin d'alliés. Ce fut pourquoi en 1923 les 342 communistes chinois adhérèrent collectivement au Guomindang; sept d'entre eux, dont Mao, entrèrent au comité central du Parti nationaliste — en 1927, les communistes formaient le tiers dudit Comité. Dans un premier temps cette alliance profita au P.C.C.: grâce à la protection du Guomindang il se structura et gagna des appuis dans le prolétariat, notamment à Shanghai. Tout cela d'ailleurs inquiétait passablement l'aile la moins révolutionnaire du G.M.D... Mais sur le fond, la stratégie du Komintern était une grave erreur. C'était le Guomindang qui se construisait une armée efficace grâce à l'argent soviétique, même si à la tête de cette armée Jiang Jieshi était flanqué d'un adjoint communiste, Zhou Enlai, jeune "vétérane" du mouvement communiste... en Europe. Zhou était trop jeune, il se laissa manœuvrer.

**Zhou Enlai** (1898-1976), né dans une famille aisée de lettrés, étudiant à Tôkyô de 1917 à 1919, puis compromis dans le mouvement du 4 mai, avait quitté la Chine pour l'Europe où il avait passé quatre ans, dont deux à Paris où il fonda un groupe de jeunes communistes chinois. Ce fut à Paris aussi qu'il rencontra Deng Xiaoping.

Ce furent des syndicats communistes qui lancèrent le "mouvement du 30 mai"; les communistes y jouèrent un grand rôle, mettant l'accent beaucoup plus sur l'antiimpérialisme que sur la révolution sociale; l'interminable grève de Guangzhou et de Hongkong en 1925-1926, menée à la fois par le P.C.C. et par le Guomindang, profita surtout au premier, plus proche des travailleurs par son langage radical. Les effectifs du P.C.C. s'accroissaient de plus en plus vite, bien plus vite que ceux du Guomindang: le P.C.C. revendiquait 58.000 membres en avril 1927... Ces membres étaient désormais en majorité des ouvriers. Les communistes noyautaient l'appareil du Guomindang, et même ses organisations paysannes, ce qui permit, vers 1925, **un début d'implantation communiste dans les campagnes**. En 1926 Mao Zedong participa au recrutement des cadres paysans du Parti, au sein d'un Institut paysan du Parti où il enseignait; ce fut cette année-là qu'il commença à s'éloigner de l'orthodoxie ouvriériste du Komintern (la légende dorée évoque une prise de conscience, ou plutôt une espèce d'illumination à l'occasion de vacances dans son Hunan natal, à l'été 1925). Les communistes présentaient pour les campagnes chinoises un programme qui, bien qu'édulcoré sur l'ordre de Borodine, effrayait les

nationalistes; surtout, à partir du début de l'expédition du nord, des troubles éclatèrent dans les campagnes, ostensiblement encouragés par les communistes.

Les tensions augmentèrent après la mort de Sun Yat-Sen, dans le contexte des luttes de pouvoir au sein du Guomindang. Certains réclamaient l'élimination des communistes. Lorsque Jiang Jieshi parvint à triompher de ses rivaux, il commença à expulser les communistes des organes dirigeants et exclut certains militants, dont Mao. L'affaire nécessita quand même la proclamation de la loi martiale à Guangzhou, où une éphémère "Commune" fut proclamée en décembre... Mais Jiang réaffirma sa fidélité à l'alliance avec Moscou, et le Komintern exigea du P.C.C. qu'il se soumit. Finalement, ce fut à la faveur de la triomphale marche vers le nord que Jiang Jieshi procéda à la **liquidation des communistes**: ce fut chose faite d'abord à Shanghai le 12 **avril 1927**, quinze jours après la prise de la ville par Jiang Jieshi... grâce à une grève insurrectionnelle déclenchée par les communistes. Zhou Enlai, arrêté, parvint à s'enfuir. L'épuration toucha ensuite tout le sud de la Chine, notamment Guangzhou. À Wuhan dont Borodine avait pris le contrôle pour le compte de "la gauche du Guomindang" en décembre 1926, les choses se réglèrent pour l'instant par la négociation, mais les communistes étaient marginalisés. Jusqu'à la fin de l'été 1927 Staline, imperturbablement, avait continué à exiger que les communistes respectassent l'alliance avec le Guomindang...

C'était **l'échec total de la stratégie du Komintern**: les prolétaires des villes s'étaient certes bolchevisés, mais ils étaient vraiment trop peu nombreux pour le "raz de marée" espéré en cas de confrontation avec les forces réactionnaires, et le Parti le mieux organisé ne pouvait rien face à une armée nationaliste recrutée dans l'immense réservoir humain des campagnes chinoises... surtout commandée par un homme qui avait assimilé les leçons de Trotski et que l'U.R.S.S. avait abondamment fourni en armes. La Chine de 1927 n'était que superficiellement une copie de la Russie de l'automne 1917: certes le pouvoir y était à prendre, mais les communistes n'étaient pas les seuls candidats; ils n'avaient jamais eu le contrôle du mouvement révolutionnaire et s'étaient heurtés à plus cyniques et brutaux qu'eux. De plus, les ordres donnés de Moscou s'étaient souvent révélés maladroits. La stratégie du Komintern était mondiale, mais ses envoyés connaissaient fort mal la Chine: moyennant quoi leur enseignement profita... au Guomindang.

## **B) Les années du communisme rural et maoïste (1927-1937).**

À la fin 1927, les communistes étaient éliminés des villes, à l'exception de quelques courageux isolés comme à Beijing Liu Shaoqi (1898-1969); ils n'avaient plus de leader, Chen Duxiu ayant été destitué à l'été 1927<sup>1</sup>. Il ne leur restait plus que leurs bases rurales. Il fallut quand presque dix ans de conflits internes pour que s'imposât la ligne qu'imposaient les circonstances, celle d'une lutte menée dans les campagnes à partir des masses rurales. Cette ligne, Mao l'avait formulée pour la première fois en 1926, dans une brochure intitulée *L'analyse des classes de la société chinoise*, qui avait été interdite de publication et avait failli lui valoir son exclusion du Parti par Chen Duxiu, hostile à tous les "excès paysans"; Mao revint à la charge après la catastrophe d'avril 1927, soulignant l'inanité des dogmes s'ils ne pouvaient pas se traduire dans l'action. Et puis Mao possédait dans le Hunan une solide base rurale... **La victoire de la ligne ruraliste fut celle de Mao**, qui devint l'un des principaux dirigeants du Parti à partir de 1932-1933; mais ce ne fut qu'au cours de la Longue Marche, en janvier 1935, qu'il prit la tête du Bureau politique. Entre-temps, le P.C.C. fut nominalement dirigé par divers personnages éphémères, puis en janvier 1931 par un groupe d'envoyés du Komintern (les "vingt-huit bolcheviks"<sup>2</sup>), auxquels les chefs de maquis chinois obéissaient mal; il s'ensuivit des conflits et même des purges sanglantes.

Les communistes chinois s'attaquèrent donc à la **constitution de bases rurales**, nécessaires à tout projet révolutionnaire en Chine. Mais la tâche était difficile: la plupart des militants se cachaient, ceux qui demeuraient (et continuaient à former la direction officielle) étaient réticents à l'idée de gagner les campagnes. Une douzaine de zones communistes se constituèrent néanmoins dans les collines du sud de la Chine, dans des régions d'accès difficile; vers 1931 elles contrôlaient au total une dizaine de millions de personnes. Mao dirigeait celle du Jiangxi, avec à partir de novembre 1931 le titre de "président de la République soviétique chinoise". Les communistes parvinrent à gagner l'adhésion des populations de ces régions, où ils marginalisèrent les usuriers, annulèrent les dettes et diminuèrent les rentes, et même à l'occasion (rarement) redistribuèrent les terres; en même temps ils essayaient de rassurer les paysans riches, indispensables à la prospérité des régions qu'ils contrôlaient. Ce programme attirait sur eux l'attention d'autres paysans... D'autre part, une discipline de fer régnait parmi les communistes; il y avait peu d'exactions contre la population<sup>3</sup>, l'ordre régnait. C'était l'effet d'une

---

<sup>1</sup> Après avoir tenté de plaider sa cause à Moscou où les congrès du P.C.C. se tenaient désormais, il se rangea derrière Trotski avant de revenir à ses études littéraires et philologiques dans les années 1930; dans ses dernières années il critiqua violemment le stalinisme.

<sup>2</sup> Dirigés par Otto Braun.

<sup>3</sup> D'après Fairbank — le *Livre noir du communisme* insiste au contraire sur l'ampleur de la répression durant cette période initiale et donne le chiffre de 186.000 victimes hors combat entre 1927 et 1931, essentiellement des paysans qui résistaient à la réforme agraire. De manière générale, le *Livre noir* accorde beaucoup moins d'importance que Fairbank au consensus autour des projets et des stratégies des communistes, et tend à faire du communisme chinois, y compris durant la phase de conquête du pouvoir, un système purement répressif. Je suivrai plutôt Fairbank, car il me semble qu'on ne peut pas expliquer une réussite aussi spectaculaire sans au moins une part d'adhésion de la population. Cela peut d'ailleurs être un simple problème de point de vue: même avec des chiffres bruts qui donnent le



stratégie délibérée de Mao, pour qui le révolutionnaire devait être dans les masses « comme un poisson dans l'eau »: la Révolution n'était pas possible sans soutien populaire, le Parti devait rendre des services aux masses, se mettre à l'écoute de leurs problèmes et les protéger, pour qu'elles l'acceptassent. Des idées assez peu léninistes!

Mais la pression des nationalistes ne se relâchait pas. Face au harcèlement des troupes de Jiang, les communistes durent se réfugier dans des zones de plus en plus marginales et élaborer une stratégie de guérilla: se refuser à l'attaque sauf lorsque l'ennemi était loin de ses lignes et qu'eux étaient plus nombreux; utiliser les civils comme "cinquième colonne" à l'arrière des lignes ennemies. Mais cela ne suffisait pas. Après quatre campagnes infructueuses, en 1934 l'armée du Guomindang, secondée par des officiers allemands, parvint à encercler complètement les communistes et à les expulser de leurs positions. La stratégie de Mao semblait s'être soldée par un échec; exclu du Comité central, Mao faillit une nouvelle fois être éliminé. Les communistes des villes relevaient la tête; il fallut l'invasion japonaise pour les éliminer définitivement.

Puis ce fut l'épopée incroyable de la **Longue marche**, qui dura d'octobre 1934 à octobre 1935, représenta 10.000 km parcourus en un an (27 par jour!), commença avec 100.000 hommes et s'acheva avec 4.000 selon Fairbanks, 7.000 selon Jean-Luc Domenach (90.000 et 15.000 selon l'*Encyclopædia Universalis*): un échec dramatique sur le moment, mais un succès dans la mesure où elle sauva les communistes chinois de l'anéantissement, et le point de départ de la grande épopée du maoïsme: elle contribua décisivement à forger le mythe de Mao Zedong et à souder des amitiés durables, comme celle qui lia Mao, Zhou Enlai et Deng Xiaoping. Après une tentative avortée pour atteindre le Yunnan, les communistes finirent par s'installer dans les régions très sèches, très marginales du moyen Fleuve jaune, autour de la bourgade de Yan'an dans la province du Chensi, où ils reprirent la politique de réforme agraire qui leur avait bien réussi. Le Parti et l'Armée rouge, c'était à peu près la même chose, étaient alors dans un état d'extrême faiblesse, et seules les difficultés de Jiang Jieshi en cette période marquée par l'incident de Xi'an, puis l'invasion japonaise le sauvèrent d'une ultime et définitive campagne de répression. Entre-temps de nouvelles directives du Komintern étaient arrivées, commandant le retour à l'union avec le Guomindang; soulagé, Mao les accepta et un accord de front uni fut conclu en avril 1937.

**Mao** était alors un technicien de l'action révolutionnaire, un praticien de la guerre révolutionnaire et de la guérilla. Mais ce **n'était nullement un théoricien**. Il n'avait pas lu à fond Marx ni Engels, qui dans les années 1920 étaient encore loin d'être complètement et correctement traduits en chinois. Le corpus doctrinal du P.C.C., c'étaient les petits catéchismes

---

frisson, il est possible que les Chinois aient préféré le joug communiste à celui des autres pouvoirs, peut-être encore plus brutal... et à l'anarchie pure et simple.

staliniens de vulgarisation marxiste-léniniste édités en U.R.S.S., dans toutes les langues du monde, depuis le début des années 1930, et que Mao se mit à paraphraser sans vergogne lorsqu' à Yan'an il eut quelques loisirs pour écrire. L'extrême pauvreté de cette doctrine n'avait strictement aucune importance: les événements des années 1930 avaient montré que l'action primait sur la théorie (cela dit, il fallait garder le vocabulaire de base, afficher une grande révérence pour la vulgate, afin de conserver l'aide de l'U.R.S.S. et le prestige lié à l'affiliation à la révolution mondiale). En revanche, comme d'ailleurs les follicules staliniens, les brochures de Mao servaient volontiers, sous couvert de dialectique, à régler des comptes entre factions.

Mao n'a pas opéré une "sinisation du marxisme", comme on l'a trop souvent prétendu à l'heure du maoïsme triomphant; il s'est contenté d'emprunter les méthodes staliniennes d'affirmation d'un pouvoir par le contrôle du dogme, de la "ligne générale" (cette expression est soviétique et non chinoise). On était aux antipodes d'un renouvellement de la pensée: de sombres heures s'annonçaient en Chine pour l'esprit. Mais cette pauvreté doctrinale ne faisait pas de Mao un simple ambitieux désireux de prendre le pouvoir à tout prix, un autre Yuan Shikai: il demeurerait bien un révolutionnaire, désireux, une fois le pouvoir entre ses mains, de transformer la société chinoise en profondeur — pour rendre sa grandeur à la Chine.

Les communistes soignaient leur propagande: ils invitaient des journalistes étrangers, américains notamment: le plus connu est Edgar Snow, dont le reportage *Red star over China*, publié en 1938, vulgarisa l'image des maisons troglodytiques où habitaient les dignitaires, et celle du jardin que Mao cultivait de ses mains. Il n'était pas très difficile de donner des communistes chinois **une image d'austérité et de droiture** révolutionnaire, par opposition à la corruption du Guomindang (et, après 1937, aux exactions des Japonais); du reste cette image correspondait en partie à une réalité, Mao et ses amis avaient compris que le moment n'était pas venu d'opérer trop de prélèvements sur l'économie d'une région pauvre qui devait supporter un important effort de guerre<sup>1</sup>. Ils étaient capables de prendre patience et de souffrir en attendant la victoire, ils l'avaient démontré au cours de la Longue Marche. Les reportages des sympathisants étrangers mettaient aussi l'accent sur la démocratie qui régnait à Yan'an, où de nombreux non-communistes figuraient parmi la direction. Cet aspect-là était bien sûr entièrement fabriqué; jamais les communistes ne perdirent la moindre parcelle de contrôle du pouvoir. Au contraire il y eut des purges internes au Parti, et ce fut à Yan'an que les maoïstes inventèrent la technique des "campagnes de masse", que j'évoquerai au chapitre suivant.

---

<sup>1</sup> Pour cette période aussi l'interprétation du *Livre noir du communisme* est très différente: les communistes auraient prélevé 35% des récoltes, quatre fois plus que dans les zones tenues par le Guomindang assure l'auteur de l'article (???), et auraient largement vécu de la culture de l'opium, qui leur aurait rapporté peut-être 40% de leurs ressources.

#### IV-Les effets de la guerre sino-japonaise.

**C'est en Asie que la seconde guerre mondiale a duré le plus longtemps**: huit ans, de 1937 à 1945, plus en Chine les quatre ans de guerre civile subséquents. Les paroxysmes d'horreur de l'Europe n'ont pas été atteints, mais sans doute approchés: le "viol de Nanjing" par l'armée nipponne, notamment, est encore dans toutes les mémoires en Chine<sup>1</sup>. Comme la guerre du Pacifique ou celle d'Europe, la guerre sino-japonaise a ses épopées, notamment celle des "Tigres volants" et de la "route de Birmanie", deux épisodes de l'aide apportée par les États-Unis au gouvernement du Guomindang isolé dans les régions montagneuses de la Chine centrale. Surtout, l'agression japonaise a eu une conséquence essentielle: elle a révélé l'incapacité du Guomindang à régler le problème de fond de l'agression étrangère (le Japon n'a pas été vaincu en Chine, d'où les troupes nipponnes ne s'étaient pas repliées en août 1945, mais dans le Pacifique) et elle a donné au communisme, par comparaison, une crédibilité certaine pour incarner le nationalisme chinois, sans que les communistes aient fait beaucoup mieux que les nationalistes dans la lutte contre l'agresseur.

Le Japon n'attendait qu'une occasion pour déclencher la guerre: elle lui fut fournie par un incident mineur, un accrochage entre soldats chinois et japonais près du pont Marco-Polo à proximité de Beijing, en **juillet 1937**. Jiang, acculé à réagir par la récente "perte de face" de l'incident de Xi'an, envoya des troupes; alors les Japonais occupèrent Beijing et Tianjin, sans déclaration de guerre préalable. Puis ils avancèrent vers l'ouest, vers la vallée du Fleuve jaune; ils ne parvinrent pas à prendre le contrôle des zones communistes, où les communistes leur infligèrent des revers locaux que la propagande, plus tard, transforma en victoires décisives. Nous l'avons vu, Staline avait imposé un retour au "front uni" avec le Guomindang; les communistes chinois avaient accepté, parce qu'ils étaient faibles et parce que l'aide soviétique en dépendait, conscients aussi de ce que si la guerre durait cette alliance ne pouvait tourner qu'à leur avantage.

Dès août 1937, les Japonais avaient débarqué à Shanghai, où les meilleures troupes de Jiang Jieshi étaient concentrées; elles ne résistèrent pas plus de trois mois. En décembre, ce fut

---

<sup>1</sup> On peut évoquer aussi les atrocités commises par l'unité 731, commandée par le médecin militaire Shiro Ishii (1892-1959), qui de 1938 à 1945, près de Harbin en Mandchourie, se livra à des expériences bactériologiques sur des cobayes humains (des prisonniers de guerre chinois, soviétiques et peut-être britanniques et néerlandais). On leur inoculait la typhoïde, la dysenterie, le tétanos ou la tuberculose, dans le but de doter le Japon de l'arme bactériologique; il y eut au moins 3.000 victimes. Il s'agit cependant d'événements qui n'ont pas connu une grande publicité à l'époque, ni même après-guerre (les Américains ont fait de la rétention d'information à l'époque de la guerre froide); en revanche, depuis le début des années 1990 le gouvernement chinois leur donne une grande publicité dans le but d'obtenir des dommages de guerre. Le Japon refuse toujours de reconnaître la réalité des expérimentations.

la **prise de Nanjing**, suivie d'un sac qui dura sept semaines et se solda par 200.000 morts (dont au moins la moitié de civils, parfois enterrés ou brûlés vifs), 20.000 viols, etc. En quelques mois tout le bassin inférieur du Yangzi tomba entre les mains des Japonais. Début 1938, le Fleuve jaune rompit ses digues (en partie dynamitées pour empêcher l'avance japonaise), envahit toute la plaine alluviale, et changea de lit: il coulait désormais non plus au nord mais au sud du Shandong, dans le lit qu'il avait déjà occupé de 1324 à 1851 (le phénomène s'est reproduit à l'inverse en 1947, et le Fleuve jaune coule aujourd'hui de nouveau vers le nord). L'épisode gêna plutôt les Japonais et ne fit pas beaucoup de morts par noyade, car les eaux progressèrent lentement; mais il plongea la région dans la famine dans les mois suivants. Enfin, fin 1938 les Japonais débarquèrent à Guangzhou et prirent Wuhan.

Le gouvernement nationaliste ne tenait plus que les régions montagneuses, économiquement marginales, de l'intérieur; il **trouva refuge à Chongqing** sur le haut Yangzi, dans le Sichuan. Même les routes du sud étaient coupées, car les Japonais occupaient l'Indochine française. Les occupants trouvèrent des alliés parmi les seigneurs de la guerre hostiles à Jiang Jieshi; il y eut même un gouvernement collaborateur à Nanjing à partir de 1940, dirigé (sous l'étiquette du Guomindang) par un ancien rival de Jiang Jieshi pour le contrôle du Parti nationaliste, Wang Jingwei (mort en 1944). Ce gouvernement ne parvint jamais à prendre le contrôle effectif de Shanghai, où les triades rivales s'étrépaient. À vrai dire les Japonais en avaient constitué un autre à Pékin, et le sud du pays était sous administration japonaise directe. La Chine, celle des dix-neuf provinces, était en fait coupée en cinq, en comptant la zone communiste qui d'ailleurs n'était pas d'un seul tenant.

Jusqu'en 1944, les Japonais ne cherchèrent pas vraiment à conquérir cette Chine "inutile" qui leur échappait, et se limitèrent à un blocus; il leur suffisait de contrôler les grands centres industriels et (difficilement) les chemins de fer. Il y eut quelques raids aériens sur Chongqing, mais les Japonais se heurtèrent aux avions de chasse américains du "général" Claire Chennault, les fameux "**Tigres volants**" (engagés officiellement par Jiang à titre privé, avant Pearl Harbour — Chennault était un pilote à la retraite — et basés dans le Yunnan); à partir de décembre 1941, les aviateurs japonais eurent à combattre sur d'autres théâtres, et laissèrent tomber. En revanche ce ne fut qu'au début 1944 que l'aide matérielle américaine parvint à Chongqing, grâce à la construction d'une route transhimalayenne, la non moins fameuse **route de Birmanie** (due à l'obstination du général Joseph Stilwell). À peu près au même moment, en avril 1944, les Japonais lancèrent une grande offensive visant à briser toute résistance en Chine et à s'assurer définitivement le contrôle du continent asiatique. L'opération ne fut qu'un demi-succès car le Japon était déjà en grande difficulté dans le Pacifique, mais elle affaiblit passablement Jiang.

Tout cela aurait pu être considéré comme un succès relatif: les Japonais étaient embourbés et bien incapables de faire cesser la résistance; le temps travaillait pour les Chinois.

Mais Jiang ne sut pas attendre l'affaiblissement de l'adversaire: il lança régulièrement des attaques qui se soldèrent par des fiascos. Et puis, même dans ces circonstances dramatiques, il régnait au gouvernement nationaliste une corruption, un népotisme et une incompétence ottomanes; les potentats locaux faisaient toujours ce qu'ils voulaient. L'armée nationaliste, hétéroclite, très mal formée, mal nourrie, obéissait mal aux ordres, chaque général cherchait à se battre le moins possible pour préserver ses effectifs, c'est-à-dire sa clientèle; en même temps ils traitaient les soldats fort mal et les désertions étaient nombreuses. L'inflation faisait rage, l'État nationaliste ayant perdu l'essentiel de ses revenus; pour y remédier, il ne sut qu'inventer de nouveaux impôts, impopulaires auprès de populations qui, de toute façon, avaient tendance à considérer les nationalistes comme un gouvernement "étranger" — ces provinces, en partie peuplées de non-Hans, étaient toujours restées loin du pouvoir. Comme la zone contrôlée par Jiang était étroite, la corvée et la conscription pesaient lourdement sur les paysans; d'où des famines (elles firent plusieurs millions de morts) et des révoltes. Les libéraux étaient persécutés, notamment les étudiants des universités de la côte "en exil"; cela n'aboutit qu'à les rendre communistes. Même les Américains envoyés pour aider Jiang étaient écœurés; **la Chine nationaliste perdit rapidement tout le crédit initial que l'invasion japonaise lui avait donné.** Les communistes surent récupérer ce prestige.

Eux avaient choisi l'attentisme, se contentant de défendre leurs fiefs (y compris contre les nationalistes: le Front uni ne dura réellement que jusqu'en 1941) et d'entretenir, dans des régions de plus en plus étendues, une guérilla rurale (notamment sous forme d'attaques contre les lignes de chemins de fer tenues par l'armée japonaise) qui compliquait sérieusement la tâche de l'armée d'occupation. Pourtant **ce fut la guerre qui permit aux communistes de sortir de leurs poussiéreux réduits:** de 1937 à 1945, la population des zones qu'ils contrôlaient passa de 1,5 à 80 ou 100 millions de personnes (sur 550 à cette date). Ils s'appuyaient sur le nationalisme des paysans chinois, exacerbé par les exactions des Japonais qui pratiquaient systématiquement la politique de la terre brûlée dans les régions où on leur résistait; mais aussi sur l'ordre qu'ils faisaient régner, sur des réformes fiscales et agraires du type de celles menées dans les années 1930 dans le sud du pays (encore que les secondes aient été limitées pour cause de "front uni": c'étaient plutôt des promesses); sur leur efficacité et leur probité; mais surtout sur un encadrement sans faille des masses rurales (chaque famille devait donner un fils à l'Armée Rouge<sup>1</sup>, sorte d'otage de sa bonne conduite; en même temps, cela permettait de faire de l'Armée rouge une armée authentiquement paysanne, qui collaborait de bon cœur avec la population).

**Il n'y eut pas véritablement transformation de la société,** liquidation des propriétaires fonciers et des usuriers, mais plutôt marginalisation, économique (notamment par le biais d'impôts très progressifs) et surtout politique: **les communistes faisaient comprendre**

---

<sup>1</sup> Officiellement on parlait alors de la quatrième et de la huitième Armées de Route, pour cause de Front Uni.

**que le pouvoir avait changé de mains**, et les paysans perdirent rapidement leur déférence envers leurs anciens maîtres. Le P.C.C. y gagna une masse de manœuvre impressionnante, sous forme de soldats, de cadres ruraux, d'activistes, etc... : gens attirés par le succès autant que par la réforme. Les intellectuels aussi furent repris en mains, notamment ceux venus des villes de la côte, un peu trop portés à la critique des autorités, dans la tradition de Lu Xun (mort opportunément en 1936 et promptement statufié) : en 1942, Mao donna à Yan'an deux conférences où il posa en loi que la littérature devait en tout points servir la Révolution; une purge suivit. Les méthodes employées pour faire comprendre aux intellectuels que la "volonté des masses" primait sur l'individualisme annonçaient celles de la Révolution culturelle, notamment l'accent mis sur la pression du groupe.

Début 1945, les Japonais commencèrent à retirer leurs troupes en bon ordre (en août ils avaient encore trois millions de soldats en Chine); mais Hiroshima et la capitulation déclenchèrent entre communistes et nationalistes une véritable course à l'occupation du territoire (et une ruée sur les armes et les équipements abandonnés par l'armée des vaincus). Entre-temps, **en juin 1945, Mao**, ayant définitivement triomphé des "vingt-huit bolcheviks" et de leurs séides, **s'était fait proclamer président du Comité central et du Bureau politique**, et la "pensée Mao Zedong" était devenue la référence officielle du Parti.

Lorsque la guerre cessa, les nationalistes disposaient en théorie de 14 millions de soldats et du contrôle de 400 millions de Chinois; les communistes, de 3 millions de soldats environ (dont deux tiers de troupes auxiliaires). Le P.C.C. comptait alors, selon les estimations de Mao, 1,2 millions de membres et contrôlait, je l'ai dit, une centaine de millions de personnes.

Il y avait déjà longtemps qu'une **guerre civile** s'annonçait entre les deux "alliés" de la résistance antijaponaise, entre lesquels aucun contact direct n'avait eu lieu depuis 1941. Dès 1943, Roosevelt était conscient de la faiblesse de Jiang Jieshi et des possibilités d'intervention de Staline, voisin de la Chine (et tout spécialement des régions où les communistes étaient les plus forts). Mais comme souvent il hésita, mena une politique contradictoire; il pensait que Staline ne pouvait pas souhaiter une victoire totale de Mao, ce qui aboutirait à la résurgence d'une Chine forte et sans doute menaçante, y compris pour l'U.R.S.S. (ce en quoi il n'avait pas tort, mais surestimait les capacités d'analyse à long terme de l'oncle Joe). À Yalta, les deux superpuissances se divisèrent la Chine: la Mongolie et la Mandchourie étaient abandonnées à l'influence soviétique, en échange d'une intervention contre le Japon trois mois après la fin du conflit en Europe. Les Chinois ne furent mis au courant qu'en juin; le Guomindang n'eut aucun moyen de résister et dut signer un traité d'amitié et d'alliance avec l'U.R.S.S. (celle-ci, en échange, consentait à le traiter comme le seul gouvernement légitime de la Chine). Dès août, les Soviétiques envahirent la Mandchourie; avant de se retirer en février 1946, ils démontèrent

l'ensemble des installations industrielles, qu'ils considéraient comme des "prises de guerre" effectuées sur l'ennemi japonais.

Fin août, les nationalistes et les communistes engagèrent des négociations; Mao se rendit à Chongqing. Mais les négociations n'accouchèrent, en octobre, que d'un texte de portée très générale, qui prévoyait certes un gouvernement de coalition et une unification des deux armées; mais aucun accord n'était conclu quant à l'administration des régions où les deux pouvoirs concurrents coexistaient. Une conférence politique consultative bipartite finit par se réunir en janvier 1946, mais ce fut pour convoquer une Assemblée nationale qui ne vit jamais le jour. En réalité, des combats sporadiques avaient déjà éclaté dans la plaine de Chine du nord dès la fin de l'été 1945. Au départ les communistes étaient en position d'infériorité: ils ne tenaient pas les villes, et MacArthur leur refusa l'accès aux armements pris aux Japonais (mais les Soviétiques leur remirent ce qu'ils en avaient reçu); enfin la plupart des Japonais préférèrent se rendre aux nationalistes. Mais la situation changea très vite du fait de l'incapacité des nationalistes à mobiliser l'ensemble de leurs forces, des erreurs stratégiques de Jiang Jieshi qui, pour reconquérir la plaine du nord-est et conserver le contrôle des capitales de province, allongea à l'excès ses lignes de front; mais surtout du contraste entre la fermeté des Soviétiques et les hésitations des Américains.

Les Soviétiques organisèrent une Armée démocratique du nord-est, commandée par **Lin Biao** (1907-1971) qui était à la tête de l'Armée rouge depuis le début de la guerre; les Américains, représentés en Chine par l'ambassadeur George C. Marshall à partir de décembre 1945, tentèrent au contraire d'imposer à Jiang une démocratisation du régime et une participation des communistes au pouvoir, dans le cadre d'un "esprit de Yalta" que Staline ne respectait plus, si tant est qu'il en eût jamais eu la volonté. Cela revenait à mettre les communistes en position de force. En février 1946 les communistes commencèrent à exiger un contrôle conjoint sur tout le nord-est du pays. En avril, Jiang parvint à prendre l'offensive et à infliger une lourde défaite à Lin Biao, mais Marshall imposa un cessez-le-feu; à l'automne 1946, les combats ayant repris, les Américains allèrent jusqu'à imposer à Jiang un embargo sur les armes.

Ce n'était pas seulement par naïveté et méconnaissance des réalités locales et du comportement de Staline (cette explication vaut pour Roosevelt, pas pour Truman); c'était surtout que **les Américains**, contraints par la pression de l'opinion à démobiliser leurs troupes du Pacifique, **ne voulaient pas être conduits à s'engager ouvertement en Chine** et à y déployer ce qui leur restait; ils en avaient besoin pour l'Europe. En fait, les communistes avaient déjà la supériorité militaire en Extrême-Orient, tout simplement parce que la puissance soviétique s'ajoutait aux capacités de mobilisation des Chinois; et vue l'impéritie du Guomindang, il était impossible aux Américains de contrecarrer cette supériorité par une supériorité technique, de valeur des troupes ou même simplement de popularité parmi la population. Fairbank résume ces arguments en écrivant que les Américains ont évité en Chine

un « super-Vietnam ». En même temps, en traitant Jiang comme un irresponsable fauteur de guerre ils le décrédibilisaient en Chine, sans pour autant parvenir à convaincre les Chinois qu'ils ne cherchaient pas tout simplement à prendre le contrôle du pays. Dans le même temps, les Soviétiques commencèrent à armer massivement les communistes (ce fut un facteur crucial dans leur victoire, mais ils ont toujours refusé de le reconnaître). En novembre, ceux-ci refusèrent de siéger à la Constituante. Le 8 janvier 1947, Marshall déclara avoir échoué dans sa mission et retourna aux États-Unis: en Chine, c'était la guerre civile ouverte.

Le Guomintang essaya bien de mettre en route de nouvelles institutions et forma un gouvernement de coalition avec deux petits partis d'opposition, mais personne n'y croyait. Du reste, dans beaucoup de circonscriptions il n'y eut qu'un seul candidat, le "boss" local. Les nationalistes parvinrent un moment à prendre l'avantage sur le plan militaire, occupèrent notamment Yan'an en mars 1947. Mais le rapport des forces leur était trop défavorable au niveau continental. Dès l'été 1947, dans tout le nord les troupes nationalistes furent chassées des campagnes et se trouvèrent assiégées dans les villes. En particulier, des troupes de qualité que Jiang avait envoyées reconquérir la Mandchourie s'y retrouvèrent bloquées, faute d'avoir pu s'adapter à la tactique de guérilla des communistes: elles étaient encombrées de leurs équipements lourds, se déplaçaient lentement, ne combattaient que de jour, et surtout ne pouvaient compter sur aucune collaboration des populations locales. En novembre, la Mandchourie était perdue et les communistes harcelaient les nationalistes en Chine centrale. Les Américains décidèrent alors de recommencer à aider massivement Jiang; trop tard. À l'automne les communistes gagnèrent trois batailles cruciales en lançant des "marées humaines" qui parvenaient à déborder même les chars américains; ils avaient des pertes très lourdes, mais les nationalistes reculaient. Et il n'y avait pas d'opinion publique pour s'émouvoir des méthodes de Lin Biao, pas de journalistes indépendants sur place... Les médias occidentaux qui, de très loin, analysaient tous ces événements, prirent pour une supériorité tactique ce qui n'était que l'effet de la force du nombre et d'une totale absence de scrupules humanitaires.

En 1948, la Chine nationaliste commença à s'effondrer: des généraux commencèrent à faire défection avec leur matériel américain, l'inflation faisait rage, la production industrielle diminuait, l'anarchie régnait; tandis que la bourgeoisie désespérait, et faisait ses valises pour les États-Unis, la brutalité des méthodes de Jiang finit de lui aliéner les intellectuels et la classe moyenne (en particulier l'un des partis progressistes, la Ligue démocratique, très présent dans les universités, que son interdiction finit par pousser dans les bras des communistes), tandis que la population se considérait en proie à une nouvelle occupation: le Guomintang se comportait exactement comme les Japonais. Cela avait plus d'importance dans les zones nationalistes, ouvertes à la presse, que dans les zones communistes où personne ne portait témoignage de la conduite des dirigeants, sauf sous la forme de reportages hagiographiques réalisés par des sympathisants soigneusement encadrés. Les communistes menèrent d'ailleurs en 1947 une vaste



opération de redistribution des terres (mais pas de collectivisation) qui leur valut des fidélités sur place, parmi les bénéficiaires de l'opération, et un certain capital de sympathie ailleurs, en Chine et hors de Chine: n'étaient-ils pas décidément les seuls à agir pour que quelque chose changeât? La Ligue démocratique faisait leur propagande. Ils affichaient leur désir de gouverner en coalition avec les forces "progressistes", et leur respect de la propriété (à l'exception de la propriété foncière). Dans le même temps, les officiers nationalistes volaient la solde pour s'assurer d'une confortable retraite à l'étranger.

En novembre 1948, Jiang entama le transfert de sa famille, des archives nationales et des trésors nationaux dans la province insulaire de Taïwan. Ce fut ce transfert qui, vingt ans plus tard, permit à l'essentiel du patrimoine national d'échapper à la barbarie de la Révolution culturelle. Les unités d'élite suivirent en mars 1949. Beijing tomba le 31 janvier, Nanjing en avril; la discipline, le silence et le visage fermé des communistes, dus en bonne part au manque de familiarité avec l'univers urbain, impressionnèrent les journalistes occidentaux qui assistèrent à ces scènes, au point que le correspondant du *Monde* les traita de "Martiens".

Staline et Mao refusèrent toute perspective d'une partition "à l'allemande" où les nationalistes auraient gardé la Chine du sud. Shanghai tomba en mai, Guangzhou en octobre. En décembre, les communistes atteignirent la frontière méridionale et Jiang fut évacué en avion du Yunnan. Dans ces régions marginales, des troupes du Guomindang continuèrent à semer le désordre durant plusieurs années; une partie passa dans le Triangle d'Or, au sud de la frontière chinoise (en Birmanie, en Thaïlande et au Laos), où elles dégénérent en bandes armées qui vivaient du trafic de drogue. Certaines ont fait souche dans cette région qu'aucun État ne contrôlait jusqu'aux années 1990; elles y sont toujours présentes. **Le premier octobre 1949, les communistes avaient proclamé à Pékin la République populaire de Chine.** La République de Chine, réduite à Formose et à quelques archipels au large des côtes du Fujien, ne semblait guère avoir de chances de survie; l'autre grande île, Hainan, tomba en mars 1950. À Taïwan même, le Guomindang s'était livré à d'atroces massacres en février 1947, et l'on voyait mal comment la population de l'île allait supporter la pression de plus d'un million de réfugiés du continent.

En fait, elle dut le supporter précisément dans la mesure où les massacres de 1947 avaient éliminé l'élite locale; et puis la militarisation de l'île, issue de l'arrivée en masse des cadres de l'armée nationaliste, rendait toute révolte impossible. Par la suite le relèvement économique, favorisé par une aide américaine plus facile à rendre efficace dans une seule province que dans la Chine entière, calma un peu les choses; une réforme agraire fit le reste, et aussi le spectacle, même très partiel, de ce qui se passait sur le continent. Au début des années 1980 les Taïwanais étaient vingt fois plus riches que les Chinois du continent... Cela dit, les tensions n'ont pas disparu, même si le clivage entre indépendantistes et anti-indépendantistes est loin de

recouvrir le clivage entre Taïwanais de souche et Taïwanais du continent (les descendants des régugiés forment 15% de la population). Jiang Jieshi resta au pouvoir jusqu'à sa mort en avril 1975, dans le cadre d'un régime très autoritaire de parti unique; puis il transmit le pouvoir à son fils Jiang Jingguo. Ce ne fut que juste avant la mort de ce dernier, en janvier 1988, que commença la démocratisation de l'île: l'état d'urgence n'a été levé qu'en 1991.

### **Conclusion:**

Quelles étaient les raisons fondamentales du succès communiste? **Le soutien des paysans et la volonté révolutionnaire**, soutenait le régime de Mao; mais il y a longtemps qu'on a fait justice de l'idée que le mouvement communiste chinois a été un mouvement paysan (les communistes ont dirigé les masses paysannes, ce qui n'est pas du tout la même chose). **Le nationalisme et la réforme agraire**, soutenaient beaucoup d'historiens à l'époque de Mao (le lien entre l'un et l'autre étant la compromission des élites avec les agresseurs étrangers). **Le nationalisme et l'aide soviétique**, ont-ils tendance à soutenir aujourd'hui que l'on tend à réévaluer fortement la popularité des partis communistes, même en période d'ascension, et à insister sur les effets de la contrainte, voire de la terreur, sur leurs victoires<sup>1</sup>. Dans tous les cas, il faut souligner un facteur essentiel: **la discipline et l'efficacité** des communistes, le fait qu'ils aient eu **un projet** face à un Guomindang qui, depuis longtemps, ne croyait plus en sa propre idéologie, et était persuadé d'avoir perdu le "mandat céleste". Ce qui revient, sous une autre forme, à insister sur l'importance de la mystique révolutionnaire dans la victoire communiste. Les communistes cherchaient sans doute d'abord à occuper le pouvoir, et ensuite seulement à changer la société; mais ils étaient persuadés d'être les seuls en mesure de faire quelque chose pour la Chine, et entre 1938 (les premiers reportages de Snow) et 1948 ils parvinrent à en convaincre une bonne partie des Chinois et du monde.

Ils avaient trouvé dans le léninisme les bases d'un mode réellement innovateur de prise du pouvoir et d'organisation de la société; en tout cas leur rigueur léniniste leur évita, pour l'essentiel, les compromis avec la société traditionnelle qui furent la cause essentielle de l'échec du Guomindang. Ceci pour le plus grand malheur de la Chine à terme, puisque les aberrations des années 1958-1969 sont nées précisément de cette absence totale de contrôle de la société sur la nouvelle élite dirigeante; la société chinoise, et même l'une des plus vieilles et brillantes cultures du monde, ne s'en sont pas vraiment remises. Mais **en 1949 le bilan pouvait sembler positif: pour la première fois depuis le XIIIe siècle la Chine était à la fois réunifiée,**

---

<sup>1</sup> Voyez les remarques éparses en notes sur le *Livre noir*. Richard Pipes a fait le même type de travail sur la guerre civile russe: je m'en inspire dans le chapitre 2 du cours sur la Russie.

**dirigée, indépendante**. Que cette reconstruction se fût faite dans le chaos et l'horreur semblait dans l'ordre de l'Histoire de cette partie du monde — du reste, on venait d'en voir d'autres en Europe. Les communistes semblaient ne pas devoir être de pires maîtres que les dynasties qui les avaient précédés; de toute façon, ajoutait-on volontiers, la Chine a toujours besoin d'un pouvoir fort pour l'entretien des canaux et des digues.

Pour expliquer le succès du communisme en Chine, il est nécessaire de faire intervenir également des **facteurs extérieurs**. La victoire des communistes n'avait rien d'inéluctable en 1945; elle ne le devint que par l'**effet conjugué de la volonté soviétique et des impuissances américaines**. On l'a vu, la Chine fut le prix que paya le camp occidental pour conserver l'Europe occidentale et les archipels péri-asiatiques, c'est-à-dire le contrôle des rives de l'Atlantique et du Pacifique. À long terme, ce calcul était payant: l'Empire communiste ainsi constitué en Asie était de nature trop continentale pour pouvoir résister longtemps à la "thalassocratie américaine", dans un monde où les échanges et les transports généraient plus de richesse que l'exploitation des ressources naturelles et même la production, et où l'économie se mondialisait à grande vitesse (un processus engagé bien avant 1945, dès les Grandes Découvertes en réalité); les transports maritimes sont de loin les moins chers car ils ne nécessitent pas d'infrastructures continues (un port suffit au départ et à l'arrivée). Le caractère compétement antiéconomique des principes du communisme ne fit qu'accélérer cette évolution, contrecarrée d'ailleurs à court terme par une capacité de mobilisation des ressources très supérieure à celle des démocraties occidentales, contraintes à respecter leurs opinions publiques et d'assurer un minimum de bien-être à leurs citoyens. Marshall avait-il compris tout cela en janvier 1948 lorsqu'il abandonna la Chine? Sans doute pas.

Mais les Chinois ont payé fort cher cette victoire finale de la démocratie et du libéralisme à l'échelle mondiale, plus cher sans doute que les Soviétiques si l'on s'en tient à la période au programme. Le fait que la Chine se modernise aujourd'hui, et prend une part essentielle à la mondialisation de l'économie, sous l'égide d'une dictature néo-libérale déguisée en régime socialiste et dirigée par les derniers survivants chenus de la Longue Marche, est l'une des plus belles manifestations de l'ironie de l'Histoire; surtout si l'on compare le sort relativement enviable des Chinois (en 1999) à celui des anciens Soviétiques, "mieux partis" en 1917 comme en 1949.